****

**Ministère de l’Administration Territoriale, de la Décentralisation**

**et de la Cohésion Sociale**

**--------**

**Secrétariat général**

**--------**

**Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles**

**BURKINA FASO**

*Unité-Progrès-Justice*

**Plan d’Actions Opérationnel Triennal 2020-2022**

de la

Stratégie Nationale de Renforcement des Capacités

des Acteurs de la Décentralisation

2019-2023

*PAOT/SNRC-AD*

*Rapport final*

**Août 2020**

# SOMMAIRE

[SOMMAIRE 2](#_Toc16598113)

[SIGLES ET ABREVIATIONS 3](#_Toc16598114)

[INTRODUCTION 4](#_Toc16598115)

[I. Le rappel des éléments de la stratégie 5](#_Toc16598116)

[I.1. Les fondements 5](#_Toc16598117)

[I.2. La vision 6](#_Toc16598118)

[I.3. Les principes directeurs 6](#_Toc16598119)

[I.4 Les orientations stratégiques 7](#_Toc16598120)

[II. LES ELEMENTS DU PLAN D’ACTIONS 8](#_Toc16598121)

[II.1 Axe 1 : Formation initiale des agents des collectivités territoriales et alphabétisation des acteurs de la décentralisation 8](#_Toc16598122)

[II.2 Axe 2 : Formation continue et renforcement de la gouvernance locale 9](#_Toc16598123)

[II.3 Axe 3 : Coordination et pilotage des actions de la stratégie 18](#_Toc16598124)

[III : LES DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE 20](#_Toc16598125)

[III.1. Les instruments de mise en œuvre 20](#_Toc16598126)

[III.2. Les acteurs de mise en œuvre 20](#_Toc16598127)

[III.3. Le cadre organisationnel 24](#_Toc16598128)

[III.4. Le mécanisme de mise en œuvre 25](#_Toc16598129)

[IV. LE SUIVI ET L’EVALUATION 30](#_Toc16598130)

[IV.1 Le mécanisme de suivi et d'évaluation 30](#_Toc16598131)

[IV.2.Les outils de suivi et d’évaluation 33](#_Toc16598132)

[V. LE MECANISME DE FINANCEMENT 34](#_Toc16598133)

[V.1.Le cout global du PAOT 34](#_Toc16598134)

[V.2. La stratégie de mobilisation des ressources complémentaires 36](#_Toc16598135)

[VI. L’ANALYSE ET LA GESTION DES RISQUES. 39](#_Toc16598136)

[VI.1. Les risques 39](#_Toc16598137)

[VI.2. Les mesures d’atténuation des risques 39](#_Toc16598138)

[CONCLUSION 40](#_Toc16598139)

[TABLE DES MATIERES 42](#_Toc16598140)

[ANNEXES : 44](#_Toc16598141)

# SIGLES ET ABREVIATIONS

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| AMBF | : | Association des municipalités du Burkina Faso |
| ARBF | : | Association des régions du Burkina Faso |
| CNSE-D | : | Centre national de suivi-évaluation de la Décentralisation |
| CONAD | : | Conférence nationale de la décentralisation |
| COPED | : | Comité pédagogique |
| COPIL | : | Comité de pilotage |
| CT | : | Collectivité territoriale |
| CRSE |  | Cellules régionales de suivi-évaluation |
| CSE/SNRC-AD | : | Comité de suivi-évaluation de la stratégie nationale de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation |
| CVD | : | Conseil villageois de développement |
| DFCT | : | Direction de la formation du personnel des collectivités territoriales |
| DGCT | : | Direction générale des collectivités territoriales |
| DGESS | : | Direction générale des études et des statistiques sectorielles |
| DG-FPDCT | : | Direction générale du Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales |
| DGFPT | : | Direction générale de la fonction publique territoriale |
| ENAM | : | Ecole nationale d’administration et de magistrature |
| ENAREF | : | Ecole nationale des régies financières |
| FPDCT | : | Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales |
| GAT | : | Guichet appui-technique |
| IRA | : | Institut régional d’administration |
| MATD | : | Ministère de l’administration territoriale et de la décentralisation |
| MATDC | : | Ministère de l’administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale |
| ONG | : | Organisation non gouvernementale |
| OSC | : | Organisation de la société civile |
| PAOT | : | Plan d’actions opérationnel triennal |
| PND | : | Politique nationale de décentralisation |
| PNDES | : | Plan national de développement économique et social |
| PS-GAL | : | Politique sectorielle-Gouvernance administrative et locale |
| PTBA | : | Programme de travail et budgets annuels |
| PTF | : | Partenaire technique et financier |
| SDD | : | Stratégie décennale de décentralisation |
| SNRC-AD | : | Stratégie nationale de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation |
| SP-CONAD | : | Secrétariat permanent de la conférence nationale de la décentralisation |
| STD | : | Services techniques déconcentrés |
| VPD | : | Vision prospective de la décentralisation |

# INTRODUCTION

L’actualisation du plan d’actions 2020-2022 de la Stratégie nationale de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation (SNRC-AD) 2019-2023 fait suite à la mise en œuvre de ladite Stratégie et de son premier plan d’actions 2019-2021. Ce plan d’actions vise à améliorer la performance des fonctionnaires des collectivités territoriales, des élus locaux et des autres acteurs de la décentralisation. Il ambitionne également d’assurer une harmonisation des méthodes et outils utilisés par les différents intervenants dans le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation. Enfin, il cherche à mutualiser les moyens financiers affectés par les différents partenaires impliqués dans le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation pour une utilisation plus rationnelle et plus efficace.

On notera que ce plan intervient dans un contexte particulier marqué par des réformes profondes dans le processus de décentralisation et qui accentuent encore les besoins de renforcement de capacités des différents acteurs. Il s’agit particulièrement : (i) de l’adoption des référentiels de la décentralisation, (ii) de l’opérationnalisation affirmée des textes portant transfert des compétences et des ressources de l’ensemble des onze (11) domaines de compétences de l’Etat aux collectivités territoriales conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, (iii) de l’opérationnalisation de la loi portant création d’une fonction publique territoriale au Burkina Faso et (iv) de la révision en cours du code général des collectivités territoriales.

Tirant les enseignements des principales difficultés rencontrées dans l’exécution des activités de la tranche annuelle 2019 du plan d’actions 2019-2021, le PAOT 2020-2022 met l’accent sur un certain nombre d’actions prioritaires dont la mise en œuvre pourrait accroître les chances de succès. Il s’agit d’assurer une plus grande appropriation du contenu du plan par tous les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre. La deuxième action prioritaire est le renforcement des capacités (moyens humains et matériels) des structures chargées de la coordination de la mise en œuvre du plan d’actions (DGESS/MATDC, DFCT/ENAM, CNSE-D, DGCT, FPDCT, COPIL, COPED, CSE/SNRC-AD, …).

Le présent plan d’actions est organisé autour des principaux points ci-après :

* I. le rappel des éléments de la stratégie ;
* II. les éléments du plan d’actions ;
* III. les dispositions de mise en œuvre et de suivi évaluation ;
* IV. le mécanisme de financement ;
* V. l’analyse et la gestion des risques.

# I. Le rappel des éléments de la stratégie

## I.1. Les fondements

La SNRC-AD tire son fondement de l’ensemble des cadres d'orientation stratégique de développement socio-économique nationaux et sectoriels du Burkina Faso dans le domaine de la gouvernance locale. On retiendra principalement l’étude nationale prospective « Burkina 2025 », le schéma national d’aménagement et de développement durable du territoire (SNADDT), le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), la Politique sectorielle Gouvernances Administrative et Locale (PS-GAL) et les Référentiels de la Décentralisation.

* **L’Etude Nationale Prospective « Burkina 2025 »**

Le futur voulu pour le Burkina Faso se formule ainsi : « le Burkina Faso, une nation solidaire, de progrès et de justice, qui consolide son respect sur la scène internationale ». Cette vision prône, entre autres, un développement équilibré et harmonieux du territoire, l’émergence d’une société de savoir, la promotion de la bonne gouvernance locale.

Pour donc assurer le progrès souhaité, notre pays devra relever le défi du développement de son capital humain à travers la formation. Ce capital humain prend en compte les acteurs de la décentralisation, acteurs chargés de la conduite du processus du développement local.

* **Le schéma National d’Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SNADDT)**

Il vise à assurer, sur le long terme, la cohérence du développement territorial, dans l’unité de la nation. La mise en œuvre d’une politique d’aménagement du territoire doit s’inscrire, entre autres, dans la perspective de la décentralisation à travers la promotion d’une meilleure gouvernance foncière dont l’opérationnalisation permettra de ramener la pression sur la terre à un niveau normal. Et pour cela, il faut une dynamisation plus grande des actions et des moyens tant sur les plans humain, matériel que financier. En outre, la réussite de la décentralisation doit être accompagnée d’une déconcentration des services de l’Etat marquée par un partage clair des responsabilités en matière de construction et de développement du territoire national. Pour l’atteinte des objectifs du SNADDT, les capacités des acteurs en charge des thématiques évoquées devront être renforcées pour plus d’efficacité.

* **Le Plan National de Développement Economique et Social**

L’axe 1 du PNDES intitulé « *réformer les institutions et moderniser l’administration* » est mis en œuvre à travers la poursuite de plusieurs objectifs. En effet, son ***objectif stratégique 1.3*** porte sur le  renforcement de la décentralisation et la promotion de la bonne gouvernance locale. Aussi, l’amélioration de l'efficacité de la décentralisation et de la gouvernance locale (***effet attendu 1.3.1 du PNDES)*** passe par un renforcement structuré des capacités des acteurs de la décentralisation.

* **La Politique Sectorielle « Gouvernances Administrative et Locale  (PS-GAL) »**

La PS-GAL, principal référentiel sectoriel en matière de gouvernance locale, ambitionne « promouvoir la bonne gouvernance administrative et renforcer la décentralisation au Burkina Faso ». L’objectif global de cette politique ne pourrait être atteint si les principaux acteurs qui animent la décentralisation tant au niveau central que local ne disposent pas de compétences et de capacités techniques et institutionnelles pour remplir leurs missions.

* **Les référentiels de la décentralisation**

Les référentiels de la décentralisation constituent un socle majeur pour la SNRC-AD. Ils comprennent trois documents majeurs à savoir :

* une Vision Prospective de la Décentralisation (VPD) qui présente le profil souhaité de la décentralisation à l’horizon 2040 ;
* une Politique Nationale de Décentralisation (PND) qui est une traduction dans les court, moyen et long termes de la réalisation de la vision prospective de la décentralisation ;
* une Stratégie Décennale de la Décentralisation (SDD) qui présente la démarche de mise en œuvre et d’opérationnalisation de la politique nationale sur une période de 10 ans.

Ces référentiels constituent désormais le cadre fédérateur de toutes les interventions dans le domaine de la décentralisation. La SNRC-AD, se fonde sur la SDD qui vise à permettre aux communes et aux régions de disposer de capacités financières, humaines et techniques suffisantes pour impulser le développement économique local inclusif et de fournir des services de base accessibles aux populations.

## I.2. La vision

La vision de la SNRC AD s’intitule comme suit **« *À l’horizon 2023, les collectivités territoriales disposent de capacités techniques et de ressources humaines nécessaires au pilotage et à la gestion efficace du développement au niveau local*».**

A travers cette vision, la stratégie ambitionne de parvenir à une inversion des tendances dans la qualité et la quantité de l’offre des services des collectivités à l’endroit des populations à la base. Cela passe par des acteurs compétents ayant reçus les formations adéquates ainsi que les outils nécessaires à la gestion des affaires des collectivités.

## I.3. Les principes directeurs

L’atteinte des objectifs de la présente stratégie nécessite que l’ensemble des intervenants observent les principes ci-après :

* **l’inclusivité et la proximité :** les actions de formation, d’information et de sensibilisation doivent concerner tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la décentralisation. Il s’agit notamment des acteurs étatiques, des acteurs des collectivités territoriales, des acteurs non étatiques, des partenaires techniques et financiers, des intervenants du public et du privé. Ces actions doivent se mener à l’échelon le plus près des bénéficiaires ;
* **l’efficacité et l’efficience** : dans le cadre de la mise en œuvre de la présente stratégie, les acteurs concernés doivent mutualiser les ressources nécessaires afin d’assurer une formation efficace des acteurs de la décentralisation. Ainsi, ce document de planification stratégique, doit répondre aux exigences d’efficacité et d’efficience dans un contexte de rareté des ressources financières.
* **la qualité de la formation**: Le contrôle de la qualité des formateurs et du contenu des formations doit être au cœur des préoccupations des structures chargées de la coordination de la mise en œuvre de la SNRC-AD. Ce contrôle doit se faire à travers, d’une part, la certification des modules de formation validés par les organes habilités à cet effet et, d’autre part, par l’homologation des structures/institutions et formateurs disposant d’un profil adéquat pour contribuer aux actions de formation.

Aussi, les interventions doivent s’inscrire dans le respect des orientations nationales pour créer l’harmonisation et la cohérence nécessaires.

* **l’équité** : la SNRC-AD veillera à réduire les disparités régionales en matière de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation. Les ressources destinées à ces actions doivent être allouées de manière équitable aux différentes localités et prendre en compte le genre ;
* **la subsidiarité** : dans la mise en œuvre des actions de formation, d’information et de sensibilisation, il doit être fait recours prioritairement aux compétences régionales et/ou locales dès lors qu’elles existent et peuvent rendre les services de façon optimale. La tutelle veillera à créer les conditions nécessaires à l’émergence d’acteurs capables d’assurer ces missions aux niveaux régional et local ;
* **la mutualisation :** plusieurs collectivités territoriales appartenant à une même aire géographique peuvent organiser des formations conjointes portant sur les mêmes thèmes. Cette option leur permet de mutualiser les moyens financiers et de réaliser ainsi des économies.

## I.4 Les orientations stratégiques

Pour contribuer à l’atteinte de la finalité de la SDD, la SNRC-AD se fixe comme objectif global de **renforcer durablement les capacités de tous les acteurs de la décentralisation pour créer les conditions nécessaires à la fourniture de services de qualité aux populations locales et contribuer ainsi à l’amélioration de leurs conditions de vie**.

L’impact attendu de la mise en œuvre de cette stratégie est le suivant : ***l’amélioration de la qualité des prestations des CT***. Il agit des prestations en termes de délivrance des services publics locaux mais aussi en termes de gouvernance et de gestion des affaires locales.

L’indicateur retenu est : ***le niveau de satisfaction des bénéficiaires par rapport à la qualité des services des CT.***

# II. LES ELEMENTS DU PLAN D’ACTIONS

## II.1 Axe 1 : Formation initiale des agents des collectivités territoriales et alphabétisation des acteurs de la décentralisation

* **Objectif stratégique 1.1** : L’objectif stratégique poursuivi à travers cet axe est de doter les collectivités territoriales en ressources humaines de qualité. Un (01) effet est attendu de cet axe :
* **Effet attendu 1.1.1 : Les collectivités territoriales disposent de personnels bien formés et des acteurs alphabétisés.**

Pour atteindre cet effet, les actions à entreprendre et les activités à réaliser sont les suivants :

* ***Action.1.1.1.1 : Adaptation du contenu de la formation initiale au profil attendu des personnels des CT***
* **Activités**
* A.1.1.1.1.1 Actualiser et valider des syllabii et modules de formation des filières CT de l'ENAM à l'IRA EST
* A.1.1.1.1.2 Renforcer les capacités des encadreurs de l'ENAM en ingénierie de la formation
* A.1.1.1.1.3 Acquérir le logiciel sphinx dans le cadre du suivi évaluation des actions de formation et former le personnel de l'ENAM à son utilisation
* A.1.1.1.1.4 Actualiser et adopter une charte qualité de la formation des CT de l'ENAM
* A.1.1.1.1.5 Appuyer la tenue de cadre de réflexion sur les nouveaux profils d’agents des CT à former
* A.1.1.1.1.6 Elaborer les offres de formation des nouveaux profils des agents des CT à former
* A.1.1.1.1.7 Organiser des conseils d'enseignement à l'IRA/Est
* A.1.1.1.1.8 Effectuer des sorties pédagogiques des enseignants
* A.1.1.1.1.9 Elaborer des modules de formation sur le genre, Changements climatiques, Migrations, Sécurité transfrontalière, Transports et mobilité urbaine, LNOB
* A.1.1.1.1.10 Elaborer des modules de formation en sécurité urbaine au profit des agents des polices municipales
* A.1.1.1.1.11 Elaborer les plaquettes de cours au profit des stagiaires des polices municipales
* A.1.1.1.1.12 Identifier les besoins des CT
* A.1.1.1.1.13 Adapter les programmes aux besoins des CT
* A.1.1.1.1.14Organiser un atelier d’échanges entre acteurs des Centres et Institutions de Formation (RéCIF-AD) pour la mise en œuvre d’une plateforme de formations à distance en vue d’améliorer la qualité de leur dispositif de formation
* A.1.1.1.1.15 Organiser des missions de suivi post-formation des agents des CT formés à l'IRA-Est
* ***Action.1.1.1.2 : Formation initiale et mise à disposition des agents auprès des collectivités territoriales***
* **Activités**
* A.1.1.1.2.1 Assurer le cofinancement de la formation initiale des agents administratifs des CT
* A.1.1.1.2.2 Organiser des universités d’été à l’IRA – EST
* A.1.1.1.2.3 Organiser deux (02) grandes conférences sur la décentralisation au profit des élèves de l’ENAM
* A.1.1.1.2.4 Renforcer les capacités des enseignants de l’IRA en digitalisation de la formation
* A.1.1.1.2.5 Appuyer les communes dans le recrutement des polices municipales
* A.1.1.1.2.6 Superviser le déroulement des études des agents des CT
* ***Action.1.1.1.3 : Alphabétisation des acteurs locaux de la décentralisation***
* **Activités**

## II.2 Axe 2 : Formation continue et renforcement de la gouvernance locale

* **Objectifs stratégiques 2.1 :** L’objectif stratégique lié à cet axe est de renforcer les compétences des acteurs étatiques et non étatiques en lien avec l’exercice de leurs attributions respectives. Les deux(02) effets attendus liés à cet axe sont :
* **Effet attendu 2.1.1: les acteurs locaux de la décentralisation exercent efficacement leurs rôles et attributions**.

Pour atteindre cet effet, les actions à entreprendre et les activités à réaliser sont les suivants.

* ***Action. 2.1.1.1 : Elaboration des outils de gestion des affaires locales.***
* **Activités**
* A.2.1.1.1.1 Capitaliser les bonnes pratiques en matière de DEL
* A.2.1.1.1.2 Mettre à jour la base de données des communes
* A.2.1.1.1.3 Concevoir un mécanisme de suivi des performances de l'AMBF
* A.2.1.1.1.4 Elaborer des plans d'aménagement forestier (PAF) pour les CT
* A.2.1.1.1.5 Définir un schéma simplifié de gestion efficace des déchets solides dans dix (10) communes
* A.2.1.1.1.6 Appuyer les CT à actualiser leurs PCD/PRD pour y intégrer l'E/DD
* A.2.1.1.1.7 Elaborer un document sur les pouvoirs de police du Maire
* A.2.1.1.1.8 Elaborer la stratégie nationale de l'emploi
* A.2.1.1.1.9 Elaborer un guide pratique d'intervention du policier municipal
* A.2.1.1.1.10 Elaborer et mettre à jour la carte éducative (monographie communale et provinciale
* A.2.1.1.1.11 Actualiser l'outil de programmation pluriannuelle
* A.2.1.1.1.12 Elaborer et suivre les plans d'actions des communes prioritaires
* A.2.1.1.1.13 Mettre en œuvre les mécanismes conjoints de suivis de l'exécution des transferts des compétences et des ressources
* A.2.1.1.1.14 Valider le guide redditionnel
* A.2.1.1.1.15 Finaliser le document portant statut de l'élu local
* A.2.1.1.1.16 Editer le document portant statut de l'élu local
* A.2.1.1.1.17 Relire les décrets portant modalités de transfert des compétences et des ressources aux CT
* A.2.1.1.1.18 Accompagner 2 régions de la zone d'intervention du DEPAC (Centre ouest et nord) dans l'élaboration de stratégie DelCOT
* A.2.1.1.1.19 Capitaliser les bonnes pratiques en matière de décentralisation, administration du territoire et gestion des conflits
* A.2.1.1.1.20 Editer la SNRC-AD
* A.2.1.1.1.21 Editer le guide méthodologique de capitalisation et de mise à l'échelle des expériences et bonnes pratiques en matière de décentralisation
* A.2.1.1.1.22 Capitaliser l'approche gestion-entretien-maintenance (GEM) des ouvrages et infrastructures de DEPAC
* A.2.1.1.1.23 Capitaliser les bonnes pratiques en matière d'accompagnement des CT par les CCA et les STD
* A.2.1.1.1.24 Organiser un atelier d'élaboration d'un guide simplifié d'utilisation du plan national de communication de soutien à la décentralisation
* A.2.1.1.1.25 Editer des catalogues de diffusion des offres de formations certifiantes des acteurs de la décentralisation
* A.2.1.1.1.26 Appuyer la production du rapport annuel sur le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation
* ***Action.2.1.1.2 : Renforcement des capacités du personnel des collectivités territoriales.***
* **Activités**
* A.2.1.1.2.1 Former les maires et secrétaires généraux des mairies sur les pouvoirs de police du maire
* A.2.1.1.2.2 Appuyer la formation des acteurs (agents de Collectivités, officiers d'état civil, élus locaux)
* A.2.1.1.2.3 Organiser des sessions de formation en légistique au profit des agents des conseils régionaux
* A.2.1.1.2.4 Former les chargés d'éducation des communes sur leurs rôles et sur les textes portant transfert des ressources aux CT
* A.2.1.1.2.5 Former les agents (SG, comptables) et élus sur la gestion patrimoniale à travers la Gestion Entretien Maintenance (GEM)
* A.2.1.1.2.6 Former des agents (SG, élus, OSC, etc.) sur la maitrise d'œuvre sociale (MOS) dans les collectivités territoriales partenaires du DEPAC
* A.2.1.1.2.7 Renforcer les capacités des comptables des CT
* A.2.1.1.2.8 Appuyer la formation des acteurs (agents de Collectivités, officiers d'état civil, élus locaux)
* A.2.1.1.2.9 Mettre à la disposition de chacun des Conseils Régionaux de l'Est, du Centre-Ouest et du NORD un technicien supérieur en Génie Civil pour renforcer les capacités des services Infrastructures
* A.2.1.1.2.10 Former les élus locaux et le personnel de l'administration locale sur les stratégies de mobilisation des ressources locales
* A.2.1.1.2.11 Organiser des voyages d'étude et d'échange dans la sous-région au profit du personnel administratif de l'AMBF
* A.2.1.1.2.12 Vulgariser les textes de la fonction publique territoriale au profit des fonctionnaires de collectivité territoriale
* A.2.1.1.2.13 Organiser un cadre de concertation entre le MATDC, les SG et les GRH des CT sur la gestion des ressources humaines
* A.2.1.1.2.14 Vulgariser le guide simplifié de gestion des ressources humaines des collectivités territoriales
* A.2.1.1.2.15 Assainir la carrière des agents des collectivités territoriales
* A.2.1.1.2.16 Organiser la conférence annuelle des commandants de police municipale
* A.2.1.1.2.17 Organiser des missions d'appui conseil aux polices municipales
* A.2.1.1.2.18 Former les polices municipales en " police citoyenne et déontologie"
* A.2.1.1.2.19 Organiser des rencontres d'échanges d'expériences entre les points focaux de 34 communes sur le suivi de l'exécution des chantiers
* A.2.1.1.2.20 Renforcer les capacités des acteurs sur la gestion de l'état civil
* A.2.1.1.2.21 Organiser les sessions de formations
* A.2.1.1.2.22 Evaluer les sessions de formation
* A.2.1.1.2.23 Appuyer la mise en place des SFR (transfert de ressources)
* A.2.1.1.2.24 Suivre la délivrance des actes fonciers dans les communes
* A.2.1.1.2.25 Renforcer les capacités des SFR
* A.2.1.1.2.26 Mettre à la disposition des communes des cadres techniques pour l'exercice des compétences transférées
* A.2.1.1.2.27 Apporter un appui conseil aux 45 communes chefs-lieux de province dans l'exercice des compétences transférées
* A.2.1.1.2.28 Appuyer les CT dans la création des comités de gestions (COGES) des infrastructures sportives et de loisirs transférées
* ***Action.2.1.1.3 : Renforcement des capacités des élus et autres acteurs locaux de la décentralisation***
* **Activités**
* A.2.1.1.3.1 Organiser des ateliers d'échanges sur la prise en compte des questions sociales et environnementales dans la conception et la mise en œuvre des projets au profit des acteurs communaux du Centre-est
* A.2.1.1.3.2 Organiser des ateliers d'échanges/coaching par commune sur la MOP (archivage des dossiers de projets, passation des marchés, suivi des chantiers, etc.) au profit des communes des régions de l’Est, du Sud-ouest et du Centre-est
* A.2.1.1.3.3 Former les structures de gestion des infrastructures marchandes sur la gestion et l'entretien
* A.2.1.1.3.4 Appuyer la mise en place des CFV et CCFV
* A.2.1.1.3.5 Tenir les ateliers communaux de formation Sensibilisation sur la loi 034-2009
* A.2.1.1.3.6 Tenir des rencontres régionales de concertation avec les acteurs du processus d'immatriculation
* A.2.1.1.3.7 Appuyer la mise en place des commissions foncières villageoises
* A.2.1.1.3.8 Appuyer la mise en place des commissions foncières villageoises (gérer les conflits fonciers villageois)
* A.2.1.1.3.9 Réaliser des sessions de formation au profit des commissions foncières villageoises (CCFV)
* A.2.1.1.3.10 Appuyer l’opérationnalisation et la pérennisation des structures locales de gestion foncière (SFR, CFV, CCFV)
* A.2.1.1.3.11 Appuyer l’opérationnalisation et la pérennisation des structures locales de gestion foncière (SFR, CFV, CCFV)
* A.2.1.1.3.12 Organiser des ateliers d'appropriation des outils de gestion et de sécurisation foncière au profit des élus locaux
* A.2.1.1.3.13 Former des membres du Bureau national en stratégie de communication et de plaidoyer
* A.2.1.1.3.14 Organiser des missions d'appui conseil aux communes et aux secrétariats permanent AMBF
* A.2.1.1.3.15 Réaliser et diffuser des émissions radio et télévision autour des missions dévolues aux communes
* A.2.1.1.3.16 Accompagner les communes dans l'élaboration de plans stratégiques DEL et la mise en place de services y relatifs
* A.2.1.1.3.17 Organiser les 17ème et 18ème éditions des journées de la commune burkinabè (JCB)
* A.2.1.1.3.18 Appuyer les communes à l'organisation d'actions de sensibilisation sur le civisme fiscal
* A.2.1.1.3.19 Organiser des rencontres d'échanges sur les problèmes sectoriels des communes
* A.2.1.1.3.20 Organiser des sessions de formation et de sensibilisation sur la redevabilité au profit des élus locaux
* A.2.1.1.3.21 Appuyer l’organisation des journées de redevabilité dans les communes
* A.2.1.1.3.22 Appuyer la tenue des cadres de concertation communaux
* A.2.1.1.3.23 Former des membres du Bureau national et du personnel de l'AMBF en management de groupe
* A.2.1.1.3.24 Appuyer financièrement l'organisation des journées de la commune Burkinabè
* A.2.1.1.3.25 Organiser des ateliers régionaux de vulgarisation du guide d'exercice de la maitrise d'ouvrage publique par les collectivités territoriales
* A.2.1.1.3.26 Organiser des ateliers de formation des membres CTI-CTR, les élus locaux et les comptables des CT sur le nouveau régime financier et comptable des CT
* A.2.1.1.3.27 Former les acteurs locaux (présidents des CT) en leadership
* A.2.1.1.3.28 Former les CT sur les financements internationaux
* A.2.1.1.3.29 Organiser des ateliers régionaux de sensibilisation et d'information sur l'inter territorialité au profit des CT
* A.2.1.1.3.30 Organiser des ateliers d’appropriation des outils et de la prise en compte de la Coop. Déc dans les PLD et PRD
* A.2.1.1.3.31 Organiser 13 ateliers régionaux de partages d’expériences
* A.2.1.1.3.32 Vulgariser le guide sur les techniques de mobilisation de ressources extérieures dans 6 régions
* A.2.1.1.3.33 Sensibiliser et informer les CT sur la création et la gestion des espaces de conservation
* A.2.1.1.3.34 Appuyer les collectivités territoriales à la création et à la gestion des espaces de conservation
* A.2.1.1.3.35 Sensibiliser et informer les CT sur le processus de transfert des compétences et des ressources dans le secteur forestier
* A.2.1.1.3.36 Former les acteurs (CT) sur la valorisation et le traitement de déchets (plastiques)
* A.2.1.1.3.37 Sensibiliser les CT sur le traitement et la valorisation des déchets
* A.2.1.1.3.38 Informer et sensibiliser les acteurs (CT) sur la prise en compte de l'Environnement et Développement Durable (E/DD) et durabilité dans les PRD et PCD
* A.2.1.1.3.39 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT
* A.2.1.1.3.40 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et agents des collectivités territoriales en gestion des ressources humaines des CT
* A.2.1.1.3.41 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management du développement local appliqué aux CT
* A.2.1.1.3.42 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion du foncier rural et urbain des CT
* A.2.1.1.3.43 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management stratégique des CT
* A.2.1.1.3.44 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en techniques d'archivage
* A.2.1.1.3.45 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion de l'état civil des CT
* A.2.1.1.3.46 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en maîtrise d'ouvrages publics des CT
* A.2.1.1.3.47 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en Contrôle citoyen de l’action publique
* A.2.1.1.3.48 Organiser des sessions de formation au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion axée sur les résultats
* A.2.1.1.3.49 Former les exécutifs des conseils des collectivités territoriales sur leurs rôles et attributions
* A.2.1.1.3.50 Diffuser les documents de bonnes pratiques et les modules de formation sur la décentralisation
* A.2.1.1.3.51 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT
* A.2.1.1.3.52 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et agents des collectivités territoriales en gestion des ressources humaines des CT
* A.2.1.1.3.53 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management du développement local appliqué aux CT
* A.2.1.1.3.54 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion du foncier rural et urbain des CT
* A.2.1.1.3.55 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management stratégique des CT
* A.2.1.1.3.56 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en techniques d'archivage
* A.2.1.1.3.57 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion de l'état civil des CT
* A.2.1.1.3.58 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en maîtrise d'ouvrages publics des CT
* A.2.1.1.3.59 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en Contrôle citoyen de l’action publique
* A.2.1.1.3.60 Organiser des sessions de formation au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion axée sur les résultats
* A.2.1.1.3.61 Accompagner le suivi post formation des participants aux formations continues des acteurs de la décentralisation
* A.2.1.1.3.62 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT
* A.2.1.1.3.63 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et agents des collectivités territoriales en gestion des ressources humaines des CT
* A.2.1.1.3.64 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management du développement local appliqué aux CT
* A.2.1.1.3.65 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion du foncier rural et urbain des CT
* A.2.1.1.3.66 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management stratégique des CT
* A.2.1.1.3.67 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en techniques d'archivage
* A.2.1.1.3.68 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion de l'état civil des CT
* A.2.1.1.3.69 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en maîtrise d'ouvrages publics des CT
* A.2.1.1.3.70 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en Contrôle citoyen de l’action publique
* A.2.1.1.3.71 Former les exécutifs des conseils des collectivités territoriales sur leurs rôles et attributions
* A.2.1.1.3.72 Diffuser les documents de bonnes pratiques et les modules de formation sur la décentralisation
* A.2.1.1.3.73 Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT
* A.2.1.1.3.74 Organiser des sessions de formation au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion axée sur les résultats
* A.2.1.1.3.75 Accompagner le suivi post formation des participants aux formations continues des acteurs de la décentralisation
* A.2.1.1.3.76 Organiser des missions d'appui-conseil sur la gestion des ressources humaines des collectivités territoriales
* A.2.1.1.3.77 Organiser une journée de la fonction publique territoriale
* A.2.1.1.3.78 Former les présidents de Collectivité et leurs collaborateurs impliqués sur les procédures d'élaboration et d'exécution des budgets locaux
* A.2.1.1.3.79 Former les présidents de Collectivité et leurs collaborateurs impliqués sur les procédures d'élaboration et d'exécution des marchés publics
* A.2.1.1.3.80 Former les présidents de Collectivité sur la budgétisation sensible au genre et aux droits des enfants et des jeunes
* A.2.1.1.3.81 Former les acteurs locaux (associations, élus locaux, radios, etc) sur les thématique en lien avec la fourniture du service public et la gestion du bien public
* A.2.1.1.3.82 Former 60 APE et COGES sur le processus de décentralisation et sur leurs rôles et attributions
* A.2.1.1.3.83 Organiser à l’intention des exécutifs locaux et représentants d’OSC 1 atelier inter- régional sur l’état des lieux des transferts de compétences dans les domaines de l’éducation, la santé, l’eau potable et l’assainissement et sur les mécanismes de dialogue et de concertation entre élus locaux et OSC sur les problématiques de services publics au niveau local
* A.2.1.1.3.84 Former 90 élus des communes partenaires sur les processus de redevabilité et de dialogue multi-acteurs
* A.2.1.1.3.85 Organiser à l’intention des exécutifs locaux et représentants d’OSC 1 atelier inter-régional sur la mobilisation des ressources locales
* A.2.1.1.3.86 Organiser une rencontre d'échanges avec les collectivités territoriales sur la budgétisation sensible aux droits de l'enfant
* A.2.1.1.3.87 Former des acteurs des démembrements du CONASUR, d'ONG, OSC et journalistes en prévention et gestion des catastrophes et des crises humanitaires
* A.2.1.1.3.88 Organiser des journées de concertation MENAPLN/ Collectivités territoriales (Régions, Communes)
* A.2.1.1.3.89 Former les élus locaux sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de collectivité territoriale et de l'administration communale et régionale
* A.2.1.1.3.90 Organiser des missions d'appui conseil auprès des collectivités territoriales
* A.2.1.1.3.91 Former 900 membres des bureaux CFV/CCFV sur leur rôle
* A.2.1.1.3.92 Former 1000 femmes sur l'importance de l'Attestation de Possession Foncière
* A.2.1.1.3.93 Appuyer les communes pour le renouvellement des Conseils Villageois de Développement (CVD)
* A.2.1.1.3.94 Former 900 membres des CFV/CCFV et CVD sur le contenu de la loi 034-2009 portant régime foncier rural
* A.2.1.1.3.95 Former (1000) femmes sur leur droit foncier
* A.2.1.1.3.96 Former les membres des Conseils villageois de développement (CVD) sur leurs attributions
* A.2.1.1.3.97 Former les Maires et les agents domaniaux à la conduite des opérations de lotissement
* A.2.1.1.3.98 Former les collectivités territoriales à l’inventaire de leur patrimoine
* A.2.1.1.3.99 Former les maires et les agents domaniaux à la constitution progressive du domaine des collectivités territoriales
* A.2.1.1.3.100 Vulgariser le guide redditionnel dans les 13 régions
* A.2.1.1.3.101 Organiser des ateliers provinciaux de vulgarisation du document portant sur le statut de l'élu local
* A.2.1.1.3.102 Organiser un atelier d'appropriation du SUPERMUN
* A.2.1.1.3.103 Organiser la rencontre entre gouvernement et Présidents des CT
* A.2.1.1.3.104 Former les membres des commissions de Conciliation foncière villageoises et des commissions Foncières Villageoises sur leur rôle
* A.2.1.1.3.105 Former les agents des CT (SG, élus, OSC, etc.) sur le processus de l'auto-évaluation des CT démandeuses
* A.2.1.1.3.106 Appuyer la réédition des comptes des Collectivités territoriales (CT)
* A.2.1.1.3.107Organiser des ateliers de diffusion du guide méthodologique de capitalisation et de mise à l'échelle des expériences et bonnes pratiques en matière de décentralisation dans les régions du Nord, du centre-ouest et de l'Est
* A.2.1.1.3.108 Organiser des ateliers d'appropriation avec les CT en vue d'une meilleure absorption des ressources transférées par l'Etat
* A.2.1.1.3.109 Editer et vulgariser le rapport global sur les finances locales
* A.2.1.1.3.110 Former et sensibiliser les CVD et les Conseillers municipaux sur le processus d'élaboration des PCD suivant l'approche basée sur les droits humains et la GAR
* A.2.1.1.3.111 Elaborer le guide de suivi citoyen des chantiers au profit des CLP et des communautés à la base
* A.2.1.1.3.112 Elaborer le guide de gestion et d'entretien des infrastructures
* A.2.1.1.3.113 Organiser des ateliers d’informations et d’appropriation du plan national de communication de soutien à la décentralisation au profit des acteurs de la décentralisation
* A.2.1.1.3.114 Organiser des sessions de formation au profit des élus des conseils régionaux sur leurs rôles, leurs attributions et le fonctionnement du conseil régional
* A.2.1.1.3.115 Appuyer l'organisation des acteurs des filières à la création des grappes d'entreprises
* A.2.1.1.3.116 Appuyer à la mise en activité des grappes créées à travers la conception et la mise en œuvre de projets collectifs
* A.2.1.1.3.117 Former les clients du FAARF dans les 7 régions (nord, centre-nord, centre-est, centre-sud, boucle du Mouhoun, Sahel et l'Est) en éducation financière
* A.2.1.1.3.118 Former les acteurs communaux impliqués dans la mise en œuvre des projets sur le suivi de l'exécution des chantiers
* A.2.1.1.3.119 Appuyer financièrement les communes des régions de l'Est et du Sud-ouest non-couvertes par le PDDC pour leur participation au Cluster MOP
* A.2.1.1.3.120 Superviser de façon continue tous les centres d'état civil et de TD/TA
* A.2.1.1.3.121 Faire un plaidoyer auprès des conseillers municipaux pour la prise en compte des jeunes dans les sphères de prise de décision au niveau provincial
* A.2.1.1.3.122 Faire des plaidoyers auprès des présidents des conseils municipaux de la province du Séno pour la prise en compte des jeunes dans les sphères de prise de décision ;
* A.2.1.1.3.123 Faire des plaidoyers auprès des autorités communales pour la prise en charge des questions de jeunesse dans les PCD
* A.2.1.1.3.124 Sensibiliser les acteurs locaux sur les différents modes de gestion des infrastructures et équipements communaux
* A.2.1.1.3.125 Appuyer l'organisation des acteurs des filières à la création des grappes d'entreprises
* A.2.1.1.3.126 Appuyer la mise en activité des grappes créées à travers la conception et la mise en œuvre de projets collectifs
* A.2.1.1.3.127 Former les clients du FAARF dans les 7 régions (nord, centre-nord, centre-est, centre-sud, boucle du Mouhoun, Sahel et l'Est) en éducation financière
* A.2.1.1.3.128 Tenir les sessions du CT-SFR
* A.2.1.1.3.129 Appuyer les communes pour l'application de la loi portant régime foncier rural
* A.2.1.1.3.130 Organiser des rencontres d'échange avec les maires des communes accompagnées par le PSFMR et autres projets
* A.2.1.1.3.131 Mettre en œuvre le programme de renforcement des capacités des CT et des porteurs de projets
* A.2.1.1.3.132 Organiser des missions de diffusion des offres de formations certifiantes des acteurs de la décentralisation auprès des Collectivités territoriales
* A.2.1.1.3.133 Assurer des sessions de formation des partenaires sur la maîtrise d’ouvrage local des projets d’investissement HIMO
* A.2.1.1.3.134 Organiser (1/an/commune) une journée de dialogue élus locaux, OSC et services techniques
* A.2.1.1.3.135 Appuyer le suivi de l'opérationnalisation du système d'information sur le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation
* A.2.1.1.3.136 Organiser des ateliers régionaux d'échanges avec les acteurs locaux du système d'information de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation sur leurs rôles dans le processus de collecte
* **Effet attendu 2.1.2 : les structures chargées de la coordination et de l’accompagnement des collectivités territoriales exercent efficacement leurs rôles et attributions.**

Pour atteindre cet effet, les actions à entreprendre et les activités à réaliser sont les suivants :

* ***Action. 2.1.2.1 : Renforcement des capacités des services techniques des structures centrales en charge de la tutelle technique et financière des CT.***
* **Activités**
* A.2.1.2.1.1 Former les structures de gestion des infrastructures sociales sur la gestion et l'entretien
* A.2.1.2.1.2 Renforcer les capacités du SP/CONAD en ressources humaines
* A.2.1.2.1.3 Renforcer les capacités de la DGCT en ressources humaines
* A.2.1.2.1.4 Renforcer les capacités de la DGFPT en ressources humaines
* A.2.1.2.1.5 Renforcer les capacités de la DGESS en ressources humaines
* A.2.1.2.1.6 Renforcer les capacités de la DCCPM en ressources humaines
* A.2.1.2.1.7 Former des cadres de la DGESS et des membres du comité de suivi du PDIO en suivi-évaluation de plans pluri-annuels
* A.2.1.2.1.8 Mettre à jour le site web et former les administrateurs à son utilisation
* A.2.1.2.1.9 Former les acteurs en charge du pilotage, de la coordination de la décentralisation sur leur rôle dans la mise en œuvre des référentiels
* A.2.1.2.1.10 Former les acteurs du Suivi évaluation de la Coop. Déc en planification et suivi évaluation
* A.2.1.2.1.11 Organiser des formations en aménagement paysager au profit des agents du ministère (services déconcentrés) et des collectivités
* A.2.1.2.1.12 Renforcer les capacités des agents de la Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF)
* A.2.1.2.1.13 Former les cadres de la direction de la coopération décentralisée sur le module relatif aux financements internationaux
* A.2.1.2.1.14 Former des agents de la DGCT en suivi-évaluation
* ***Action.2.1.2.2 : Renforcement des capacités des services techniques déconcentrés (STD) de l’Etat.***
* **Activités**
* A.2.1.2.2.1 Tenir la session du CONA-SFR
* A.2.1.2.2.2 Appuyer la tenue des CORE SFR
* A.2.1.2.2.3 Former les agents du cadastre et des domaines sur le foncier rural
* A.2.1.2.2.4 Doter les Gouvernorats et les Hauts commissariats de personnel minimal nécessaire, en lien avec l’organigramme type
* A.2.1.2.2.5 Accompagner les gouvernorats de l'Est et du Nord sur les activités de renforcement de l'appui conseil des STD au CT
* A.2.1.2.2.6 Accompagner le renforcement des capacités des services techniques des CT et services techniques déconcentrés sur la méthode HIMO (Itinéraire technique, Passations de marchés, budgets programmes pistes HIMO)
* A.2.1.2.2.7 Tenir des rencontres d'appropriation du dispositif général de portage, pilotage, coordination et mise en œuvre de la décentralisation
* A.2.1.2.2.8 Former des acteurs des démembrements du CONASUR (CORESUR, COPROSUR, CODESUR) sur l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA)
* A.2.1.2.2.9 Réaliser des sorties pour appuyer les démembrements du CONASUR (CORESUR, COPROSUR, CODESUR) dans l’évaluation des catastrophes et crises humanitaires et l'assistance aux victimes
* A.2.1.2.2.10 Former les démembrements du CONASUR (CORESUR, COPROSUR, CODESUR) sur la prise en charge intégrée des migrants de retour
* A.2.1.2.2.11 Organiser des rencontres d'échanges avec les autorités administratives locales dans les 13 régions sur la carte sanitaire du Ministère de la santé
* A.2.1.2.2.12 Former les représentants de l’Etat habilités (Gouverneur et haut-commissaire) et les SG de ces structures sur l'appui conseil et l’exercice du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales
* A.2.1.2.2.13 Organiser un atelier de renforcement des capacités opérationnelles des Préfets et chefs de service de contrôle de la légalité
* A.2.1.2.2.14 Organiser des missions -d'appui conseils auprès des CCA dans six régions
* A.2.1.2.2.15 Vulgariser le guide unique d’appui-conseil des CCA aux CT
* A.2.1.2.2.16 Former les membres des comités techniques régionaux et provinciaux (STD de l'Etat) sur l'ABDH et la GAR ainsi que sur le processus d'élaboration des PCD de 20 communes des régions du Plateau Central, Centre-sud, Centre-est, Centre Est, Centre-Nord, Centre-Ouest
* A.2.1.2.2.17 Former les membres des commissions ad hoc( CM, STD, ONG et Association)sur l'ABDH et la GAR ainsi que sur le processus d'élaboration des PCD de 20 communes des régions du Plateau Central, Centre-sud, Centre-est, Centre Est, Centre-Nord, Centre-Ouest
* A.2.1.2.2.18 Tenir la session du CONA-SFR
* ***Action 2.1.2.3 : Renforcement des capacités des OSC et des médias locaux***
* **Activités**
* A.2.1.2.3.1 Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue).
* A.2.1.2.3.2 Organiser des émissions de sensibilisation dans les media radio et télé sur les missions de la police municipale
* A.2.1.2.3.3 Former les réseaux d'OSC et des élus locaux sur la gestion communautaire de la sécurité et la cohésion sociale
* A.2.1.2.3.4 Atelier d'analyse et d'aide et à la définition d'une politique de gestion des risques au profit des réseaux, élus locaux et média
* A.2.1.2.3.5 Former les réseaux d'OSC en lien avec les activités d'interpellation, de contrôle citoyen, de suivi
* A.2.1.2.3.6 Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue).
* A.2.1.2.3.7 Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue).
* A.2.1.2.3.8 Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue).

## II.3 Axe 3 : Coordination et pilotage des actions de la stratégie

* **Objectifs stratégiques 3.1 :** L’objectif visé à travers cet axe est d’assurer un meilleur pilotage de la stratégie. Un (01) effet est attendu.
* **Effet attendu 3.1.1 :** la mise en œuvre et le suivi-évaluation des actions de la SNRC-AD sont assurées

Pour atteindre cet effet, les actions à entreprendre et les activités à réaliser sont les suivants :

* ***Action. 3.1.1.1 : Appropriation de la stratégie***
* **Activités**
* A.3.1.1.1.1Organiser deux ateliers de diffusion de la SNRC-AD dans les régions de l'Est et au Sud-ouest
* ***Action. 3.1.1.2 : Mobilisation de ressources financières conséquentes***
* **Activités**
* A.3.1.1.2.1 Prendre en charge les frais de fonctionnement du comité de suivi-évaluation d la SNRC-AD
* ***Action.3.1.1.3 : Coordination, suivi et évaluation de la stratégie***
* **Activités**
* A.3.1.1.3.1 Evaluer la mise en œuvre de la tranche annuelle du plan d'action de la SNRC-AD
* A.3.1.1.3.2 Actualiser le plan d'actions opérationnel de la SNRC-AD
* A.3.1.1.3.3 Finaliser l'acte portant création attributions et fonctionnement des organes de gestion de la SNRC-AD
* A.3.1.1.3.4 Elaborer le dispositif de suivi-évaluation de la SNRC-AD
* A.3.1.1.3.5 Tenir deux (02) sessions du Comité pédagogique de la SNRC-AD pour l’homologation des modules et l’accréditation des formateurs et opérateurs de formation
* A.3.1.1.3.6 Tenir les rencontres statutaires du COPIL de la SNRC-AD
* A.3.1.1.3.7 Appuyer le dispositif de formation de l'ENAM par une dotation en imprimantes, photocopieur, tableaux et valises zopp

# III : LES DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE

## III.1. Les instruments de mise en œuvre

Pour la mise en œuvre du plan d’actions de la stratégie, il sera élaboré chaque année un programme d’activités annuel prenant en compte la tranche annuel du plan d’actions triennal.

La SNRC-AD est élaborée pour une période de cinq (05) ans. Elle doit être actualisée périodiquement pour tenir compte de l’évolution du contexte socio-politique et des changements qui pourraient intervenir dans la mise en œuvre de la décentralisation. Pour ce faire :

* il est procédé chaque année à l’évaluation de la tranche annuelle du plan d’actions triennal. Les résultats de ces évaluations servent à actualiser les actions et à glisser d’une année à une autre ;
* à mi-parcours de l’exécution de la SNRC-AD, il est procédé à une évaluation. Les résultats de cette évaluation servent également à actualiser le plan d’actions ;
* à la fin de la période prévue pour la mise en œuvre de la stratégie, il est procédé à une évaluation finale. Cette évaluation devra être externe et les enseignements qui en découleront, serviront à l’élaboration/actualisation de la prochaine stratégie.

## III.2. Les acteurs de mise en œuvre

La mise en œuvre de la SNRC-AD se fait tant au niveau national que déconcentré et mobilisera les structures ci-après.

### III.2.1. Les structures de mise en œuvre de la SNRC-AD au niveau national

Sous l’impulsion du ministère en charge de la décentralisation, la mise en œuvre de la SNRC-AD se fait avec la participation des structures suivantes : les ministères sectoriels à compétences transférées, l’Ecole Nationale d’Administration et de Magistrature (ENAM) en collaboration avec les autres écoles de formation au regard de leurs spécificités, les organisations faîtières des collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers (PTF) et les organisations de la société civile (OSC).

#### III.2.1.1.Le ministère en charge de la décentralisation

Le ministère en charge de la décentralisation, au regard de ses attributions et son organisation, est chargé de la mise en œuvre de la majeure partie des activités de formation et d’appui conseil au profit des conseils des CT.

Il est aussi chargé de la coordination et du pilotage de SNRC-AD.

Conformément au dispositif et principes du budget programme, la direction générale des collectivités territoriales (DGCT) assure la responsabilité de « responsable du programme Décentralisation ».

À ce titre, le Directeur général des collectivités territoriales se chargera d’impulser la mise en œuvre de la stratégie avec l’appui des structures membres du programme notamment la Direction générale de la fonction publique territoriale (DGFPT) et le Secrétariat permanent de la conférence nationale de la décentralisation (SP-CONAD)…. En outre, il est chargé de mobiliser les acteurs externes au MATDC pour la mise en œuvre de la SNRC-AD. Aussi doit-il prendre les dispositions nécessaires pour:

* veiller à une implication effective de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre de la SNRC-AD;
* créer les conditions pour la synergie dans les interventions des acteurs en matière de renforcement des capacités et de financement de la formation des acteurs de la décentralisation, ainsi que l’harmonisation des appuis ;
* prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement du dispositif de coordination aux niveaux central et déconcentré, et entre les différents niveaux.

Les autres structures du ministère en charge de la décentralisation (directions, inspections, etc.), chacune dans son domaine d’intervention, contribuent à la mise en œuvre du plan en apportant les appuis techniques ainsi que les conseils nécessaires aux collectivités territoriales.

Le ministère en charge de la décentralisation est accompagné dans la mise en œuvre de la stratégie par les autres ministères**,** notamment ceux à compétences transférées. Ils contribuent techniquement et financièrement à l’élaboration et à la mise en œuvre des outils de formation, d’information, de sensibilisation, d’alphabétisation et d’appui-accompagnement.

#### III.2.1.2.Les autres ministères

Les ministères à compétences transférées mettent en œuvre la stratégie à travers la contribution au renforcement des capacités des acteurs dans l’appropriation et l’exercice des compétences transférées.

Pour se faire, ils :

* participent aux activités de planification et de suivi-évaluation des activités du Plan d’actions ;
* mobilisent leurs cadres pour l’accompagnement des CT ;
* participent à la conception des modules relatifs à leurs domaines de compétences relatifs.

#### III.2.1.3 :L’Ecole Nationale d’Administration et de la Magistrature (ENAM)

L’ENAM, à travers sa Direction de la Formation du Personnel des Collectivités Territoriales (DFCT), est le chef de file des structures de formation. A ce titre, l’ENAM :

* a la charge de la préparation et de la mise en œuvre de la formation initiale des agents des CT ;
* organise de concert avec les autres écoles et instituts de formation, l’élaboration et la relecture des offres et curricula de formation initiale des agents des CT ;
* assure le suivi de la mise en œuvre de la formation initiale et continue des acteurs de la décentralisation ;
* initie et organise la tenue des sessions de concertation entre les écoles de formation intervenant dans la décentralisation suivant les domaines de compétences ;
* prend les dispositions nécessaires à une implication effective de toutes les structures de formation présentes au plan national et local, qu’elles soient étatiques ou non étatiques ;
* assure l’animation des activités du comité pédagogique de la SNRC-AD;
* conçoit et met en œuvre des formations continues au profit des administrations des CT ;
* apporte une assistance aux intervenants dans le cadre de l’opérationnalisation des activités de formation et renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation dans les CT ;
* collabore avec l’AMBF et l’ARBF dans le processus de sélection et de recrutement des agents à former.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la formation continue des acteurs de la décentralisation, l’ENAM assure la coordination de la concertation pour l’élaboration des démarches appropriées. Il s’agit entre autres du développement des outils, de la structuration des supports de formation et des contenus, du suivi et de l’évaluation de la qualité des prestataires.

L’ENAM n’est pas opératrice pour toutes les formations continues à dérouler au profit des acteurs de la décentralisation, mais elle s’appuiera sur les expériences des différents prestataires (ONG, bureaux d’études, associations, ministères et institutions …) et ses directions techniques pour accompagner une mise en œuvre contrôlée de la formation des acteurs de la décentralisation à l’échelle nationale.

La bonne exécution de cette mission passe notamment par la dotation de la DFCT en moyens humains, matériels et financiers nécessaires au bon exercice de ses attributions.

#### III.2.1.4.Les organisations faîtières des collectivités territoriales

Les organisations faîtières des collectivités territoriales, notamment l’AMBF et l’ARBF, sont également des partenaires importants du ministère en charge de la décentralisation dans la mise en œuvre de la stratégie. Ainsi, l’AMBF et l’ARBF :

* assurent des fonctions relais entre le ministère en charge de la décentralisation et les collectivités territoriales pour l’identification et la formulation des défis de la formation au niveau des CT ;
* sensibilisent les CT pour l’élaboration de leurs plans de formation ;
* accompagnent les CT dans l’identification des besoins spécifiques de formation des agents, ainsi que des acteurs de la décentralisation ;
* collaborent avec les structures nationales chargées du recrutement pour la sélection des candidats aux formations destinées à renforcer les administrations locales ;
* collaborent avec les structures de formation à la détermination et finalisation des contenus des formations destinées aux acteurs de la décentralisation ;
* servent de plates-formes d’observation et d’échanges sur l’évolution de l’environnement de gestion des CT ;
* recherchent des appuis techniques et financiers pour assurer l’accompagnement nécessaire aux CT ;
* participent aux cadres de concertation institués pour la coordination de la mise en œuvre de la SNRC-AD;
* accompagnent le suivi et l’évaluation des actions de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation.

#### III.2.1.5.Les partenaires techniques et financiers (PTF)

La contribution des **partenaires techniques et financiers** (PTF) est essentielle à une bonne opérationnalisation de la SNRC-AD. A travers les projets et programmes qu’ils mettent en œuvre en appui aux actions du Gouvernement, les PTF :

* accompagnent le Gouvernement dans la mise en œuvre de la stratégie;
* contribuent au financement des activités de mise en œuvre de la stratégie;
* apportent des conseils aux CT et aux structures intervenant dans le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation sur la base de leurs expériences ;
* mettent à disposition l’assistance nécessaire pour faciliter la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation de la stratégie.

Les appuis des PTF prennent plusieurs formes : appuis directs, conventions, contrats de financement, etc.

Il reste entendu que toutes ces actions doivent s’inscrire dans une dynamique d’harmonisation et de synergie souhaitée par la SNRC-AD et devraient se faire sous l’impulsion de l’Etat.

#### III.2.1.6. Les organisations de la société civile (OSC)

Les organisations de la société civile contribuent à la mise en œuvre de la SNRC-AD à travers des actions de sensibilisation, d’information et de plaidoyer. Selon le principe de subsidiarité, l’Etat, les collectivités territoriales, les structures partenaires, …, pourraient par accords convenir avec les OSC des conditions d’intervention pour la mise en œuvre de certaines actions de sensibilisation ou d’information contenues dans le présent plan stratégique.

### III.2.2.Les structures de mise en œuvre de la stratégie au niveau déconcentré

Au niveau déconcentré, la mise en œuvre de la SNRC-AD sera organisée au niveau régional avec la participation des acteurs concernés.

#### III.2.2.1. La région

La région (circonscription administrative) est le niveau optimal de coordination de la mise en œuvre de la SNRC-AD à l’échelon déconcentré. Dans chaque région, c’est le gouverneur qui est chargé de cette coordination. Il veille à une participation effective de tous les intervenants. Dans cette mission, il est appuyé techniquement par les écoles et centres de formation organisés autour des Instituts régionaux d’administration (IRA)[[1]](#footnote-1)pour les aspects pédagogiques. C’est à lui que revient la mission d’organiser la concertation des acteurs pour faciliter l’harmonisation de la mise en œuvre du plan stratégique à l’échelle régionale.

Au sein des cadres de concertations déjà en place au niveau régional et impliquant les CT et leur structure faitière, le gouverneur :

* assure  la mise en cohérence des thèmes, sujets, ou autre objet de formation entre les CT et les structures de financement de la formation des acteurs de la décentralisation ;
* veille à l’organisation d’une concertation préalable entre les CT d’une même région et leur structure faitière (ARBF) sur les possibilités de mutualisation des moyens autour des besoins de formation communs ;
* reçoit copie du compte rendu de toutes les activités de renforcement de capacités qui se déroulent sur son territoire (formation, information, sensibilisation et alphabétisation).

#### III.2.2.2. Les collectivités territoriales

Les collectivités territoriales (CT) élaborent et mettent en œuvre des plans de formation pour le compte de leurs agents en prenant en compte les autres acteurs de la décentralisation.

Les actions de formation et de renforcement des capacités concernent directement les CT. A ce titre, elles :

* planifient annuellement, dans le cadre des plans de formation, les activités relatives au renforcement des capacités des élus et de leurs agents ;
* organisent la mise en position de stage / formation des agents identifiés ;
* budgétisent les ressources financières pour participer au financement de la formation initiale et continue dans le cadre de la SNRC-AD;
* évaluent et notent les agents formés ;
* participent au suivi et à l’évaluation de SNRC-AD et de ses plans d’actions à travers la production d’informations, de rapports de suivi et d’évaluation, transmis au Gouverneur.

#### III.2.2.3. Les partenaires techniques et financiers

Au niveau régional, les partenaires techniques et financiers contribuent à la mise en œuvre de la stratégie à travers les projets et programmes qu’ils exécutent aux différents niveaux territoriaux et/ou les appuis financiers qu’ils apportent aux autres structures intervenant dans le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation.

#### III.2.2.4. Les organisations de la société civile

Les organisations de la société civile intervenant aux différents niveaux territoriaux contribuent par des actions de sensibilisation, d’information et de plaidoyer à la mise en œuvre de la stratégie au niveau déconcentré.

## III.3. Le cadre organisationnel

La coordination de la mise en œuvre de la stratégie est assurée sous l’impulsion du ministère en charge de la décentralisation, par trois organes : le Comité de pilotage (COPIL), le Comité Pédagogique (COPED) et le comité de suivi-évaluation (CSE/SNRC-AD).

### III.3.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est l’organe chargé de l’orientation et du pilotage de la SNRC-AD. Il est placé sous la direction du ministère en charge de la décentralisation et réunit, outre les ministères impliqués dans la mise en œuvre du plan, les organisations faîtières des collectivités territoriales, les OSC et un représentant des partenaires techniques et financiers (chef de file des PTF Décentralisation).

Il est chargé de :

* fixer les orientations pour la mise en œuvre de la stratégie ;
* examiner et valider les rapports d’évaluation de la stratégie ;
* examiner et adopter le plan d’actions opérationnel ;
* examiner et adopter le programme d’activités annuels d’activités ;
* examiner et adopter les rapports de suivi produits par le comité pédagogique et le comité de suivi-évaluation;
* formuler des recommandations aux acteurs de la mise en œuvre de la stratégie et au comité pédagogique ;
* évaluer la mise en œuvre des recommandations du comité pédagogique et du comité de suivi-évaluation ;
* assurer la mobilisation de la contribution de l’Etat pour le financement de la stratégie ;
* organiser la concertation avec les PTF sur le financement de la stratégie ;
* veiller à l’harmonisation des interventions relatives au renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation ;
* examiner et donner son avis sur toutes questions en matière de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation à lui soumise par l’autorité de tutelle.

### III.3.2. Le comité pédagogique

Le comité pédagogique définit les questions techniques et pédagogiques, les dispositions relatives à l’harmonisation des interventions, les modalités de mise en œuvre des activités de formation et d’accompagnement des acteurs de la décentralisation. Il est présidé par le ministère en charge de la fonction publique et réunit les ministères intervenant dans la décentralisation, les associations faitières des CT, les structures de formation et les PTF.

Le comité pédagogique est chargé de :

* la validation des offres de formation ;
* la validation des programmes de formation ;
* la validation des outils de formation ;
* l’accréditation des formateurs et des opérateurs ;
* l’évaluation des prestations de formateurs et des opérateurs ;
* la validation des outils élaborés pour l’accompagnement des acteurs de la décentralisation ;
* la validation des approches et programmes pour l’accompagnement des acteurs de la décentralisation ;
* la veille au bon fonctionnement des activités d’accompagnement ;
* l’examen l’avis sur toutes les questions techniques et pédagogiques à lui soumises par l’autorité de tutelle.

### III.3.3. Le comité de suivi

Pour un meilleur suivi-évaluation de la mise en œuvre de la stratégie et de son plan d’actions, il sera mis en place un comité de suivi-évaluation. Un arrêté du ministre en charge de la décentralisation précisera la composition et le fonctionnement de ce comité.

## III.4. Le mécanisme de mise en œuvre

La mise en œuvre du plan stratégique passe par la confirmation des missions des organes chargés de sa coordination et la définition de la démarche de mise en œuvre des actions de formation, d’information et de sensibilisation.

### III.4.1. La démarche de mise en œuvre des actions de formation, d’information et de sensibilisation

La mise en œuvre des actions de formation, d’information et de sensibilisation passe par : (i) l’identification des besoins, (ii) l’élaboration et la validation des outils de formation, (iii) l’identification des formateurs, (iv) l’exécution des actions de formations et (v) le suivi et l’évaluation des formations.

#### III.4.1.1. L’identification des besoins

L’identification des besoins de formation revêt deux volets :

* le premier volet est relatif aux mesures de formations concernant des groupes d’acteurs des CT dont les compétences sont à renforcer à une échelle territoriale importante, ou par regroupement (formations de base des élus, formations thématiques sur des dispositions nouvelles). L’identification des besoins dans ce volet est organisée de manière concertée sous l’impulsion du ministère en charge de la décentralisation, avec les structures faitières des CT, les structures techniques de réflexion pour la réalisation des actions, les structures déconcentrées de suivi de la mise en œuvre du PAOT, et s’il y a lieu des représentants des PTF comme conseil ;
* le second volet concerne les besoins spécifiques de formation propres à des acteurs spécifiques dans des CT ou des regroupements de CT, des besoins isolés, ou encore des besoins liés à des insuffisances identifiées auprès de groupes professionnels déterminés dans les administrations des CT, … L’identification des besoins, dans ce volet, fait appel à l’analyse des plans de formation des CT, à la concertation entre CT, leurs structures faitières et les structures partenaires au niveau national ou local, etc.

Dans tous les cas, l’identification se fait en établissant préalablement une situation des besoins de formation, puis à l’occasion de l’élaboration du plan d’actions triennal et au cours de son actualisation annuelle.

Au moment de l’élaboration du plan d’actions, l’identification des besoins se fait en associant l’ensemble des structures et acteurs concernés. Cette opération doit être inclusive et suivre les étapes essentielles ci-après :

* établir le bilan de mise en œuvre du plan d’actions antérieur et tirer tous les enseignements possibles ;
* recueillir auprès des acteurs de la décentralisation leurs besoins de renforcement de capacités en utilisant les outils prévus à cet effet (enquêtes auprès des acteurs, sondages, constats, etc.). Pour ce qui concerne les besoins des administrations des CT, ils devront tenir compte de leurs attributions et s’aligner ainsi sur le référentiel métier actualisé ;
* procéder à une planification des actions en tenant compte des enjeux du moment (Exemple : les réformes en cours et nécessitant des actions spécifiques, la dynamique de renouvèlement des conseils des CT, la capacité de financement du plan, etc.).

L’expression des besoins de formation centralisés au niveau régional sont transmis par le Gouverneur au niveau central pour être pris en compte dans le plan d’actions triennal.

En cours d’exécution, les actions contenues dans la tranche annuelle considérée du plan d’actions triennal sont actualisées pour tenir compte des modifications intervenues.

#### III.4.1.2. L’élaboration et la validation des contenus et des actions de formation

L’initiative de la conception des modules de formation revient à l’Etat, aux prestataires agréés et aux structures de formation.

L’élaboration des modules tiendra compte de deux (2) situations suivantes :

* les **modules existants** seront recensés, et actualisés pour non seulement prendre en compte les évolutions récentes, mais aussi les adapter aux attributions que devront exercer les fonctionnaires des collectivités territoriales dans leurs postes pour ce qui concerne la formation initiale.

Pour la formation continue, l’ensemble des modules de formation et autres supports élaborés à tous les niveaux (ministères et autres structures étatiques, projets/programmes, prestataires en bureaux d’études ou indépendants, …) doit faire l’objet d’un état des lieux, regroupés par thèmes, actualisés pour prendre en compte les évolutions récentes ;

Les dispositions à prendre dans le cadre de l’utilisation des modules et supports de formation doivent être telles que les formateurs n’utilisent que des modules homologués par les structures habilitées ;

* les **nouveaux modules** seront élaborés sur la base de termes de références (TDR) proposés par le comité pédagogique et à la suite d’un appel à concurrence définissant clairement les objectifs, les résultats attendus ainsi que les autres exigences de développement.

Les modules élaborés ainsi que l’ensemble des supports et outils de formation doivent être validés par le comité pédagogique qui s’appuie sur un comité ad hoc créé à cet effet et regroupant les compétences nécessaires à l’appréciation de la qualité de la structuration et des contenus.

Tous les modules élaborés doivent être régulièrement actualisés pour prendre en compte les évolutions intervenues dans la mise en œuvre de la décentralisation (notamment l’évolution des textes).

#### III.4.1.3. L’identification / sélection des participants aux activités de renforcement des capacités

La participation à une formation répond à un besoin de qualification pour agir dans un contexte administratif ou professionnel donné. Elle s’inscrit également dans une perspective de combler les lacunes d’un agent à un poste et de le rendre ainsi plus apte à exercer dans sa fonction. Aussi, est-il important que le choix/sélection/désignation des participants à une formation soit faite sur la base d’un minimum de critères objectifs et non comme une participation à tour de rôle.

Dans le cadre de la formation initiale, les modes de sélections des candidats doivent respecter la réglementation en vigueur (organisation du test de recrutement, administration du concours, correction et délibération des résultats, etc.). Cependant, la rigueur doit s’appliquer dans le choix des candidats que font les différents ordonnateurs (Maires et présidents des conseils régionaux) pour les filières de formation à l’ENAM. Cela doit se faire sans considérations partisanes, d’affiliation quelconque, ou autres considérations non objectives.

Concernant la formation continue, le choix d’un participant doit tenir compte de facteurs essentiels suivants :

* la pertinence de la formation comme processus pour qualifier le fonctionnaire dans son travail ;
* l’intérêt pour la CT d’avoir un fonctionnaire mieux qualifié pour exécuter de manière plus professionnelle les tâches liées à son poste de travail ;
* l’engagement du fonctionnaire à mettre en pratique les acquis de la formation sur le lieu de travail ;
* la disponibilité de la CT à suivre la progression administrative de l’agent sur la base des acquis de la formation.

#### III.4.1.4. L’identification des formateurs

L’identification des formateurs doit se faire suivant l’approche ci-dessous :

* un appel à candidature pour le recrutement de formateurs dans le respect de la réglementation en vigueur en matière de marchés publics ;
* la sélection des formateurs suivant des critères de compétences pédagogiques, de capacités professionnelles et de l’expérience dans le domaine de la formation. Ces critères devront être précisés à l’avance et tous les candidats devront en être informés ;
* la formation des formateurs selon la nature des prestations demandées. Elle est fortement recommandée pour les structures assurant la formation initiale et continue des acteurs de la décentralisation afin de doter les formateurs d’aptitudes nécessaires à la bonne exécution des actions de formation, de sensibilisation, et d’alphabétisation ;
* l’accréditation des formateurs suivant les procédures et critères arrêtés par le comité pédagogique ;
* le respect, par tous les acteurs, du principe de l’accréditation par le comité pédagogique des formateurs mobilisés / utilisés dans le cadre de leurs activités.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SNRC-AD, l’ENAM met en place une base de données des formateurs agréés qui fait l’objet d’une mise à jour régulière suivant les sessions d’accréditation du comité pédagogique.

#### III.4.1.5. L’exécution des actions de formation, d’information et de sensibilisation.

Toutes les structures de formation participent à l’exécution des actions de formation. Elles devront toutefois le faire dans le strict respect des orientations contenues dans la stratégie.

**L’ENAM** par son expérience en matière de formation en administration générale pour la fonction publique, constitue un centre de référence. La DFCT créée en son sein, organisera la formation initiale des agents des collectivités territoriales en s’appuyant sur les IRA.

Concernant la formation continue des acteurs de la décentralisation, la DFCT coordonnera la concertation avec les autres écoles et instituts de formation, participera à l’organisation et accompagnera le déroulement des formations délivrées par les différents prestataires, et/ou financés par les différentes structures d’appui à la décentralisation.

Quant à l’accompagnement des acteurs de la décentralisation, son opérationnalisation nécessite une concertation entre les principaux acteurs, notamment le ministère en charge de la décentralisation, l’ENAM et les autres structures, celles disposant d’une bonne expérience dans l’accompagnement. Par ailleurs les mécanismes d’accompagnement sont à capitaliser auprès des structures partenaires (Projets/Programmes, ONG, OSC, …), à conceptualiser comme des approches duplicables avant de les mettre en pratique en s’appuyant sur les structures disposant de l’expérience en matière d’accompagnement des acteurs.

**Les autres structures** (Ecoles et instituts de formation, Projets/programmes, bureaux d’études, ONG, OSC, etc.) constituent également un maillon important dans l’exécution des actions de formation. Elles devront toutefois agir dans le strict respect des orientations du présent plan stratégique en matière d’identification des formations, de validation des approches de formation et de la mise en œuvre des formations. Leurs approches devront être validées par le comité pédagogique.

**Les formateurs** sont sélectionnés suivant les procédures prévues, dans le respect des critères de transparence et de compétence en matière de renforcement des capacités des ressources humaines. La prestation des formateurs ainsi que la qualité des formations doivent être évaluées.

Les critères d’accréditation et d’évaluation sont élaborés par le COPED qui est l’organe technique en la matière dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie.

Les structures intervenant dans le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation devront veiller à observer les principes ci-après:

* **le partage des connaissances :** dans l’impossibilité de former tous les acteurs de la décentralisation (contraintes de temps et limites budgétaires), les acteurs ayant bénéficié d’une formation devront, en retour, faire une restitution au sein de leur structure pour en faire bénéficier ceux qui n’ont pu participer. Cela est valable pour les modules de formation mis à la disposition des participants. Ils devront être partagés avec les non participants ;
* **la subsidiarité** : dès lors que des compétences existent au niveau déconcentré pour exécuter des formations, elles doivent être privilégiées pour la réalisation des actions de formation. Cette approche a l’avantage de faire profiter aux bénéficiaires d’un suivi post formation rapproché, du fait de la présence des formateurs sur place ;
* **le contrôle de la qualité des prestations** : l’effectivité de ce contrôle passe par l’élaboration et la mise à la disposition des principaux acteurs, d’outils standardisés et consensuels d’évaluation des différentes formations. Ces outils doivent être impérativement renseignés par les différents prestataires et mis à la disposition des commanditaires. Le comité pédagogique doit veiller à l’effectivité de ce principe;
* **la mutualisation des moyens :** elle doit être une quête permanente dans la mise en œuvre des actions de formation portées par les collectivités territoriales: Lorsque plusieurs collectivités territoriales d’une même région ont des thèmes de formation, d’information ou de sensibilisation similaires, celles-ci peuvent s’organiser pour harmoniser la programmation desdites activités. Dans un contexte de rareté des ressources financières, cette approche permet non seulement de partager les coûts de formation entre les CT concernées, mais également d’enrichir les échanges entre apprenants du fait de leur appartenance à des CT aux pratiques différentes.

#### III.4.1.6. La capitalisation des acquis:

La capitalisation des acquis en matière de formation, d’information et de sensibilisation des acteurs de la décentralisation passe par la prise de mesures suivantes par l’ENAM :

* la mise en place et/ou mise à jour d’un répertoire des modules de formation ;
* l’identification et la mise à jour des modules de base de référence;
* la mise en place et/ou mise à jour d’un répertoire de formateurs accrédités ;
* la production des rapports de formation.

Par ailleurs, le ministère en charge de la décentralisation prendra les dispositions nécessaires pour assurer :

* le recensement des acquis des différentes expériences de formation et des bonnes pratiques ;
* la production des rapports à dresser par les instances de formation à l’intention du comité pédagogique et du comité de pilotage;
* la capitalisation des évaluations des formations dispensées aux fonctionnaires des CT, aux élus, et aux autres acteurs.

### III.4.2. La conception et la mise en œuvre des actions d’alphabétisation

Tout comme les actions de formation, d’information et de sensibilisation, il est important que l‘ensemble des acteurs impliqués dans le processus d’alphabétisation soit pris en compte dans la réalisation des actions d’alphabétisation et ce, sous le leadership du ministère en charge de l’alphabétisation et de la promotion des langues nationales en collaboration avec le ministère en charge de la décentralisation.

En tout état de cause, les deux ministères devront conjuguer leurs efforts avec l’implication des autres acteurs pour élaborer, dès l’adoption de la présente stratégie, les documents et outils nécessaires à l’alphabétisation de ces cibles afin de leur permettre de mieux contribuer au développement de leur localité.

# IV. LE SUIVI ET L’EVALUATION

## IV.1 Le mécanisme de suivi et d'évaluation

Le suivi et l’évaluation doivent permettre de disposer d’informations fiables sur la situation de mise en œuvre de la SNRC-AD. Ils permettent de tirer des enseignements et d’opérer des ajustements en cours d’exécution de la stratégie ou à la fin de la période d’exécution. Il prend en compte des structures tant au niveau national que local.

### IV.1.1.Les structures chargées du suivi-évaluation de la stratégie au niveau central

**Le responsable du programme budgétaire « Décentralisation »** est chargé d’organiser les revues et autres cadres de rencontre avec les membres du programme pour statuer sur les résultats atteints par la stratégie.

**Le Comité de suivi** est l’organe chargé du suivi et de l’évaluation du SNRC-AD. Il organise la collecte des informations auprès des structures impliquées dans la mise en œuvre de la stratégie aussi bien au niveau central qu’au niveau déconcentré et décentralisé. Un arrêté devra préciser sa composition, ses attributions et son fonctionnement. En tout état de cause, ce comité travaillera en étroite collaboration avec le responsable du programme budgétaire « Décentralisation ».

**Le centre national de suivi-évaluation de la décentralisation (CNSE-D)** est chargé du suivi et de l’évaluation du processus de la décentralisation. Il reçoit copie des rapports de suivi-évaluation de la SNRC-AD, validés par le COPIL et les exploitent pour renseigner son dispositif de suivi-évaluation.

**La DGESS** du ministère en charge de la décentralisation coordonne la mise en œuvre de la stratégie. Pour ce faire, elle élabore les plans d’actions et les budgets annuels, en collaboration avec les autres acteurs. Elle coordonne également les rencontres annuels d’examen des projets de rapports de suivi et d’évaluation des plans d’actions et de la SNRC-AD. Une étroite collaboration doit s’établir entre la DGESS/MATDC et le CNSE-D.

**Les autres ministères** participent au suivi-évaluation en fournissant au CSE/SNRC-AD les informations nécessaires au renseignement des fiches de collecte, notamment celles ayant trait à la situation d’exécution des actions dont ils ont en charge la mise en œuvre. Ils participent également aux séances d’examen et d’adoption des rapports de suivi et des rapports d’évaluation de la SNRC-AD et des plans d’actions.

**Les partenaires techniques et financiers** contribuent au suivi-évaluation en transmettant au CSE/SNRC-AD, la situation d’exécution des actions du plan d’actions triennal qu’ils ont réalisées.

### IV.1.2. Les structures chargées du suivi-évaluation de la stratégie au niveau déconcentré

Au niveau déconcentré, le suivi et l’évaluation de SNRC-AD sont assurés par le gouverneur avec la participation des collectivités territoriales, des services techniques déconcentrés, des représentations régionales des organisations faîtières des collectivités territoriales (bureau régional de l’AMBF), des organisations de la société civile, des partenaires techniques et financiers (projets/programmes). Il s’appuie sur le dispositif régional du CNSE-D, notamment les cellules régionales de suivi-évaluation.

Pour une meilleure conduite des activités de suivi et d’évaluation, les données du semestre ***n*** seront transmises à la DGESS du ministère en charge de la décentralisation au plus tard à la fin du premier mois du semestre suivant.

Le schéma ci-dessous synthétise le circuit du flux de l’information dans le cadre du suivi et de l’évaluation de la stratégie et du plan d’actions.

|  |
| --- |
| **Schéma 1 : Schéma synthétique du circuit de suivi et d’évaluation du PAOT/SNRC-AD** |
| **Conférence CONAD**  CNSE-D  **COPIL**  Comité de suivi  Responsable/programme budgétaire décentralisation  Secrétariat/DGESS  OSC  ENAM  AMBF/ARBF  Autres Ministères  Projets/prog.  Struct/MATDC  **Gouvernorat**  CRSE  Projets/programmes  OSC  IRA  STD  CT |
| *Source : construit par l’équipe de rédaction* |

## IV.2.Les outils de suivi et d’évaluation

Le suivi de l’exécution du plan d’actions se fait à travers des fiches semestrielles de suivi, assorties d’un rapport de suivi qui doit être validé par l’ensemble des acteurs lors des sessions du comité de suivi-évaluation de la stratégie.

Il est procédé chaque année à une évaluation de la mise en œuvre du PAOT. Cette évaluation est sanctionnée par un rapport qui est soumis à la validation du COPIL.

Les résultats issus du suivi évaluation de la mise en œuvre du PAOT contribuent à alimenter le rapport annuel de la CONAD, en lien avec d’autres politiques de l’État et des collectivités territoriales.

L’initiative de l’actualisation est prise par le **CSE/SNRC-AD** et doit impliquer l’ensemble des acteurs concernés.

Les livrables en matière de suivi-évaluation à produire par le CSE/SNRC-AD sont :

* les rapports de suivi périodique (semestriel) ;
* les rapports d’évaluation annuels ;
* le rapport d’évaluation à mi-parcours ;
* le rapport d’évaluation finale.

Les résultats des évaluations sont débattus au sein du comité pédagogique et du comité de pilotage, afin de tirer les enseignements utiles aux programmations et actions futures.

# V. LE MECANISME DE FINANCEMENT

## V.1.Le cout global du PAOT

En somme, le budget global du PAOT 2020-2022 de la SNRC-AD s’élève à **11 524 342 000** **francs CFA** soit **3 787 302 000 francs** **CFA** **pour l’année 2020.**

La répartition du budget du PAOT 2020-2022 de la SNRC-AD par axes stratégiques se présente comme suit (Cf. graphique 1) :

**Axe 1 : 485 487 000 FCFA ;**

**Axe 2 : 10 942 055 000 FCFA ;**

**Axe 3 : 96 800 000FCFA**.

**L’axe 2** relatif à la « Formation continue et renforcement de la gouvernance locale », représente plus de **94,95%** du financement total du plan d’action 2020-2022 de la SNRC-AD. Cela pourrait s’expliquer par le fait que la plupart des activités de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation rentre dans le cadre de la « formation continue et du renforcement de la gouvernance locale ». Les activités de **l’axe 1** portant sur la « formation initiale des agents des collectivités territoriales et alphabétisation des acteurs de la décentralisation » représentent seulement **4,21%** du budget prévisionnel. Quant à **l’axe 3** sur la « Coordination et pilotage des actions de la stratégie », les activités représentent seulement **0,84%** du budget prévisionnel.

## V.2. La stratégie de mobilisation des ressources complémentaires

### V.2.1. L’organisation du financement de la SNRC-AD

#### V.2.1.1 : Les modalités de contribution de l’Etat

En plus de sa participation au financement global des actions de formation contenues dans le plan d’actions triennal, certaines charges devraient d’office être prises en compte dans le budget de l’Etat. Il s’agit notamment :

* des charges de fonctionnement du comité de pilotage et du comité pédagogique qui sont les piliers du dispositif national de formation dans le secteur de la décentralisation ;
* des charges liées à l’organisation des sessions du comité de suivi-évaluation de l’exécution de la SNRC-AD(CSE/SNRC-AD).Il s’agit précisément : (i) des frais d’organisation des rencontres annuelles de planification, (ii) des frais des sessions d’analyse et d’adoption des rapports de suivi (semestriels), des rapports d’évaluation annuels, des rapports d’évaluation à mi-parcours et des rapports d’évaluation finale ;
* de la prise en charge dégressive des salaires des fonctionnaires formés dans les IRA et affectés dans les collectivités territoriales à hauteur de 25% pour cette année 2020.

En rappel, pour les cinq (05) dernières années (2013, 2014, 2015, 2016 et 2017), cette prise en charge du traitement salarial par l’Etat est totale (100%) selon le décret n°2016-587/PRES/PM/MINEFID/MFPTPS du 1erjuillet 2016 accordant une subvention d’un milliard quatre cent dix millions trois cent huit mille sept cent vingt (1 410 308 720) aux collectivités territoriales pour la prise en charge salariale des agents recrutés et formés dans les IRA de l’Est et des Hauts Bassins.

* d’une subvention promise par l’Etat aux collectivités territoriales pour la prise en charge du traitement salarial de leurs agents.

Aussi, le respect du principe de l’équilibre budgétaire fixé par les textes en vigueur est difficilement applicable; ce qui amène les collectivités territoriales à demander des dérogations à la tutelle pour budgétiser les résultats de fonctionnement de leurs comptes administratifs dans la section fonctionnement au lieu de celle de l’investissement du budget supplémentaire.

* d’un appui des collectivités territoriales en ce qui concerne le recrutement et la prise en charge d’un personnel minimal nécessaire au fonctionnement des services prioritaires dans les communes rurales.

Le ministère en charge de la décentralisation en étroite collaboration avec celui en charge des finances veillera à l’inscription effective de la contribution de l’Etat dans le budget des ministères concernés.

#### V.2.1.2.Les modalités de contribution des collectivités territoriales

Au regard de la modestie des ressources financières de la plupart des collectivités territoriales, les modalités suivantes sont proposées :

* la prise en charge des frais de formation initiale des agents des collectivités territoriales,
* la prise en charge des frais d’organisation du concours pour le recrutement des agents à former dans les IRA. Dans la pratique, chaque CT organise son recrutement et prend en charge les coûts d’organisation du concours. Elle bénéficie toutefois de l’appui technique des services de l’Etat, (notamment la DGFPT) et des structures spécialisées dans le domaine du recrutement, disposant d’un agrément ;
* la prise en charge progressive des salaires des agents formés dans les IRA et des agents issus du recrutement spécial aux fins de constituer un personnel minimal nécessaire au fonctionnement des services prioritaires des communes rurales ;
* la prise en charge des frais de location des salles où se dérouleront les actions de formation, d’information, de sensibilisation et d’alphabétisation au profit des élus locaux ou des fonctionnaires des collectivités territoriales. Autrement dit, aucun frais ne devrait être payé aux collectivités territoriales bénéficiaires de telles actions, au titre de frais de location de leurs salles ;
* la prise en charge virtuelle des frais de certaines actions d’information et de sensibilisation à l’endroit des élus locaux, notamment des interventions ne dépassant pas deux (02) heures et pouvant s’insérer dans le programme d’une des sessions du conseil de CT ;
* l’élaboration par chaque collectivité territoriale d’un plan de formation dont 30% au moins du budget devrait être financée par ses ressources propres.

Pour accroître les chances de réussite de ces mesures, il est important d’envisager des actions tendant à renforcer les subventions de l’Etat aux CT, à identifier et transférer d’autres natures de recettes fiscales ou non fiscales, à prendre des mesures pour optimiser le niveau de recouvrement des recettes propres existantes au niveau de chaque CT.

#### V.2.1.3. Les modalités de contribution des partenaires techniques et financiers

La synergie doit être recherchée dans la contribution des partenaires techniques et financiers. L’Etat veillera à créer les conditions nécessaires à l’atteinte de cet objectif. Cette synergie pourra se construire autour du FPDCT qui dispose d’une assise et expérience en matière de financement de la décentralisation et de mobilisation de ressources financières. Ainsi, dans le cadre de la réforme engagée au niveau du FPDCT, il est opportun d’opérationnaliser un dispositif sous forme de guichet qui recevra tous les apports financiers des PTF destinés au renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation.

#### V.2.1.4. Les modalités de contribution du secteur privé

Le secteur privé peut contribuer également au financement de la SNRC-AD. Toutefois, la complexité de cette possibilité nécessite une forte implication de l’Etat. Ce dernier devra accompagner les collectivités territoriales dans la réflexion sur des formes viables de partenariat « CT-Secteur privé » qui puissent permettre le financement de certains projets contenus dans les plans locaux de développement (PLD). Cette approche permettra aux CT d’économiser sur les ressources propres et d’affecter les gains ainsi dégagés, sur les actions de renforcement des capacités.

Le financement du présent plan est assuré principalement par l’Etat et les partenaires techniques et financiers.

# VI. L’ANALYSE ET LA GESTION DES RISQUES.

## VI.1. Les risques

Il existe quelques risques qui sont entre autres :

* la persistance de la non-adhésion/appropriation de la SNRC-AD par les acteurs;
* la disparité des mécanismes de financements des PTF ;
* la faible coordination entre les acteurs de la mise en œuvre du plan stratégique ;
* l’instabilité institutionnelle au sein du ministère en charge de la décentralisation ;
* la faiblesse des ressources financières des collectivités territoriales ;
* l’insécurité grandissante dans le pays ;
* la faible information/appropriation des acteurs sur leurs responsabilités dans la mise en œuvre de la SNRC-AD.

## VI.2. Les mesures d’atténuation des risques

Pour atténuer les risques ci-dessus cités; il convient de :

* accentuer les activités de communications (diffusion, vulgarisation ...) sur la SNRC-AD en vue d’une meilleure appropriation par l’ensemble des acteurs ;
* opérationnaliser le guichet GAT du FPDCT et en faire le principal canal de financement du RC-AD ;
* réaffirmer le leadership du MATDC en matière de RC-AD et rendre fonctionnels le COPIL et le COPED ;
* exploiter les financements innovants tel que la diaspora, le secteur privé, l’emprunt,… ;
* tenir compte des questions sécuritaires dans la programmation des activités de formation, d’information et de sensibilisation (délocalisation des sites par exemple).

# CONCLUSION

La mise en œuvre du PAOT doit se faire suivant les orientations définies dans la stratégie de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation et chaque acteur devra s’y conformer. En rappel, cette stratégie insiste sur la nécessité pour tous les intervenants de considérer ce document comme le principal référentiel opérationnel en matière de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation au Burkina Faso. Elle invite également tous les acteurs à harmoniser leurs méthodes et outils et à mutualiser leurs moyens (financiers notamment) pour plus de cohérence et d’efficacité dans leurs interventions. Pour y arriver, le ministère en charge de la décentralisation devra non seulement veiller au respect de ces orientations, mais surtout prendre des dispositions pour exécuter en priorité les actions dont la mise en œuvre conditionne le succès du plan.

Tout d’abord, le ministère devra entreprendre une large campagne d’information et de communication autour de la stratégie et du plan d’actions. En plus des rencontres d’échanges avec les principaux acteurs aux niveaux déconcentré et décentralisé, des supports de communication (dépliants notamment) doivent être édités et distribués. Le site web du ministère pourrait également servir de support pour une large diffusion de ces documents. Il est également prioritaire d’élaborer les outils de suivi et d’évaluation interne du PAOT (Questionnaires, Guides d’entretien, Fiche de collecte par cible, Canevas de rapport de suivi, Fiches standards d'évaluation des formations, etc.).

Un aspect à prendre en compte par le ministère, aux premières heures de mise en œuvre du plan d’actions est la mise en place du comité de suivi-évaluation de l’exécution du plan. Cet organe joue un important rôle dans le dispositif d’exécution du plan. Il aura la mission d’élaborer les plans d’actions annuels du PAOT en collaboration avec les ministères et les autres acteurs concernés, d’examiner et de valider les rapports semestriels de suivi et le rapport annuel d’évaluation. Dès sa constitution, ce comité devra travailler à élaborer les outils de collecte et de traitement des informations nécessaires au suivi des indicateurs contenus dans le cadre logique du plan d’actions. Ce travail préalable permettra aux acteurs impliqués dans l’exécution du PAOT de disposer d’outils de mesure consensuels et d’éviter ainsi les interprétations au moment des évaluations.

Il est aussi important que le ministère inscrive dans son budget les charges de fonctionnement du comité de pilotage et du comité de suivi-évaluation dans la mise en œuvre de la SNRC-AD. Il s’agit des frais d’organisation des rencontres annuelles de planification et d’analyse/adoption des rapports de suivi semestriel du plan d’actions et des rapports d’évaluation externe de la stratégie (mi-parcours et finale).

Il est important d’apurer les dossiers des agents des collectivités territoriales déjà déployés sur le terrain avant de procéder à un éventuel recrutement. Cela devra se faire en tirant tous les enseignements de l’expérience écoulée, notamment en responsabilisant entièrement les collectivités territoriales pour le recrutement des agents à former en lien avec leurs besoins réels. Bien évidemment, l’Etat devra accompagner les CT pour assurer une transparence tout le long du processus.

Il est également essentiel de résoudre le problème lié à la diversité des horizons temporels de programmation des activités par les différents acteurs. Pendant que le PAOT est dans une approche de programmation triennale, la plupart des projets et programmes font de la programmation annuelle (PTBA), ce qui ne permet pas d’apprécier de façon exhaustive les possibilités d’appui attendus sur la période couverte par le PAOT. L’opérationnalisation du GAT du FPDCT devra permettre de fédérer l’ensemble des apports financiers pour plus de lisibilité à court, moyen et long termes. Aussi, le ministère en charge de la décentralisation devrait jouer le rôle le plus déterminant en faisant du plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers afin de mobiliser leur adhésion constante. Toutefois, ce plaidoyer ne pourra réussir que si un grand effort est fait, du côté de l’Etat, en termes de contribution au financement du plan, notamment la prise en charges des dépenses prioritaires citées plus haut.

# TABLE DES MATIERES

[SOMMAIRE 2](#_Toc50463022)

[SIGLES ET ABREVIATIONS 3](#_Toc50463023)

[INTRODUCTION 4](#_Toc50463024)

[I. Le rappel des éléments de la stratégie 5](#_Toc50463025)

[I.1. Les fondements 5](#_Toc50463026)

[I.2. La vision 6](#_Toc50463027)

[I.3. Les principes directeurs 7](#_Toc50463028)

[I.4 Les orientations stratégiques 7](#_Toc50463029)

[II. LES ELEMENTS DU PLAN D’ACTIONS 9](#_Toc50463030)

[II.1 Axe 1 : Formation initiale des agents des collectivités territoriales et alphabétisation des acteurs de la décentralisation 9](#_Toc50463031)

[II.2 Axe 2 : Formation continue et renforcement de la gouvernance locale 10](#_Toc50463032)

[II.3 Axe 3 : Coordination et pilotage des actions de la stratégie 21](#_Toc50463033)

[III : LES DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE 22](#_Toc50463034)

[III.1. Les instruments de mise en œuvre 22](#_Toc50463035)

[III.2. Les acteurs de mise en œuvre 22](#_Toc50463036)

[III.2.1. Les structures de mise en œuvre de la SNRC-AD au niveau national 22](#_Toc50463037)

[III.2.1.1.Le ministère en charge de la décentralisation 22](#_Toc50463038)

[III.2.1.2.Les autres ministères 23](#_Toc50463039)

[III.2.1.3 :L’Ecole Nationale d’Administration et de la Magistrature (ENAM) 23](#_Toc50463040)

[III.2.1.4.Les organisations faîtières des collectivités territoriales 24](#_Toc50463041)

[III.2.1.5.Les partenaires techniques et financiers (PTF) 25](#_Toc50463042)

[III.2.1.6. Les organisations de la société civile (OSC) 25](#_Toc50463043)

[III.2.2.Les structures de mise en œuvre de la stratégie au niveau déconcentré 25](#_Toc50463044)

[III.2.2.1. La région 25](#_Toc50463045)

[III.2.2.2. Les collectivités territoriales 26](#_Toc50463046)

[III.2.2.3. Les partenaires techniques et financiers 26](#_Toc50463047)

[III.2.2.4. Les organisations de la société civile 26](#_Toc50463048)

[III.3. Le cadre organisationnel 26](#_Toc50463049)

[III.3.1. Le comité de pilotage 27](#_Toc50463050)

[III.3.2. Le comité pédagogique 27](#_Toc50463051)

[III.3.3. Le comité de suivi 28](#_Toc50463052)

[III.4. Le mécanisme de mise en œuvre 28](#_Toc50463053)

[III.4.1. La démarche de mise en œuvre des actions de formation, d’information et de sensibilisation 28](#_Toc50463054)

[III.4.1.1. L’identification des besoins 28](#_Toc50463055)

[III.4.1.2. L’élaboration et la validation des contenus et des actions de formation 29](#_Toc50463056)

[III.4.1.3. L’identification / sélection des participants aux activités de renforcement des capacités 30](#_Toc50463057)

[III.4.1.4. L’identification des formateurs 30](#_Toc50463058)

[III.4.1.5. L’exécution des actions de formation, d’information et de sensibilisation. 31](#_Toc50463059)

[III.4.1.6. La capitalisation des acquis: 32](#_Toc50463060)

[III.4.2. La conception et la mise en œuvre des actions d’alphabétisation 32](#_Toc50463061)

[IV. LE SUIVI ET L’EVALUATION 34](#_Toc50463062)

[IV.1 Le mécanisme de suivi et d'évaluation 34](#_Toc50463063)

[IV.1.1.Les structures chargées du suivi-évaluation de la stratégie au niveau central 34](#_Toc50463064)

[IV.1.2. Les structures chargées du suivi-évaluation de la stratégie au niveau déconcentré 34](#_Toc50463065)

[IV.2.Les outils de suivi et d’évaluation 37](#_Toc50463074)

[V. LE MECANISME DE FINANCEMENT 38](#_Toc50463075)

[V.1.Le cout global du PAOT 38](#_Toc50463076)

[V.2. La stratégie de mobilisation des ressources complémentaires 38](#_Toc50463077)

[V.2.1. L’organisation du financement de la SNRC-AD 38](#_Toc50463078)

[V.2.1.1 : Les modalités de contribution de l’Etat 38](#_Toc50463079)

[V.2.1.2.Les modalités de contribution des collectivités territoriales 39](#_Toc50463080)

[V.2.1.3. Les modalités de contribution des partenaires techniques et financiers 40](#_Toc50463081)

[V.2.1.4. Les modalités de contribution du secteur privé 40](#_Toc50463082)

[VI. L’ANALYSE ET LA GESTION DES RISQUES. 41](#_Toc50463083)

[VI.1. Les risques 41](#_Toc50463084)

[VI.2. Les mesures d’atténuation des risques 41](#_Toc50463085)

[CONCLUSION 42](#_Toc50463086)

[TABLE DES MATIERES 44](#_Toc50463087)

[ANNEXES : 46](#_Toc50463088)

# ANNEXES :

CADRE DE PROGRAMMATION DES ACTIVITES ASSORTI D’INDICATEURS D’EXTRANTS

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PLAN D'ACTIONS OPERATIONNEL TRIENNAL 2020-2022 DE LA STRATEGIE NATIONNALE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DE LA DECENTRALISATION (PAOT/SNRC-AD)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |  |
| **N°** | **Activités prioritaires** | **Indicateurs de performance** | **Cibles** | | | **Programmation physique** | | | | | | **Programmation financière (en milliers)** | | | | | | **Souces de financement** | **Structure responsable** |
| **2020** | | | | **2021** | **2022** | **2020** | | | **2021** | **2022** | **total** |
| **2020** | **2021** | **2022** | **T1** | **T2** | **T3** | **T4** | **Cout** | **Acquis** | **A rechercher** |
| **AXE1** | **FORMATION INITIALE DES AGENTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ALPHABETISATION DES ACTEURS DE LA DECENTRALISATION** | | | | | | | | | | | **67 924** | **67 924** | **0** | **241 563** | **176 000** | **485 487** |  |  |
| **OS1.1** | **Doter les CT en ressources humaines de qualité** | | | | | | | | | | | **67 924** | **67 924** | **0** | **241 563** | **176 000** | **485 487** |  |  |
| **EA 1.1.1** | **Les collectivités territoriales disposent de personnels bien formés et des acteurs alphabétisés** | | | | | | | | | | | **67 924** | **67 924** | **0** | **241 563** | **176 000** | **485 487** |  |  |
| **Action 1.1.1.1** | ***Adaptation du contenu de la formation initiale au profil attendu des personnels des CT*** | | | | | | | | | | | ***15 361*** | ***15 361*** | ***0*** | ***70 000*** | ***52 000*** | ***137 361*** |  |  |
| A.1.1.1.1.1 | Actualiser et valider des syllabii et modules de formation des filières CT de l'ENAM à l'IRA EST | Nombre de syllabii et modules validés | 100 |  | 100 | X |  |  |  |  | X | 4 154 | 4 154 |  |  |  | 4 154 | FICOD/KFW - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| A.1.1.1.1.2 | Renforcer les capacités des encadreurs de l'ENAM en ingénierie de la formation | nombre d'encadreurs formés | 10 |  |  | X |  |  |  | X | X | 2 707 | 2 707 |  | 5 000 | 5 000 | 12 707 | FICOD/KFW - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| A.1.1.1.1.3 | Acquérir le logiciel sphinx dans le cadre du suivi évaluation des actions de formation et former le personnel de l'ENAM à son utilisation | Logiciel acquis | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  | 5 000 | 5 000 |  |  |  | 5 000 | PDDC/GIZ | ENAM |
| nombre de personnel de l'ENAM formés | 10 |  | 10 |  |  | X |  |  |  |
| A.1.1.1.1.4 | Actualiser et adopter une charte qualité de la formation des CT de l'ENAM | Une charte qualité de la formation des CT de l'ENAM est disponible | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 1 500 | 1 500 |  |  |  | 1 500 | PDDC/GIZ | ENAM |
| A.1.1.1.1.5 | Appuyer la tenue de cadre de réflexion sur les nouveaux profils d’agents des CT à former | Disponibilité du rapport de tenue du cadre de reflexion | 1 |  | 1 |  |  | X |  | X |  | 2 000 | 2 000 |  |  | 2 000 | 4 000 | PDDC/GIZ | ENAM |
| A.1.1.1.1.6 | Elaborer les offres de formation des nouveaux profils des agents des CT à former | nombre d' offres de formation elaborées |  |  |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 10 000 |  | 10 000 | à recherher | ENAM |
| A.1.1.1.1.7 | Organiser des conseils d'enseignement à l'IRA/Est | Nombre de conseils organisés |  |  |  |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 2 000 | 2 000 | 4 000 | ENAM | ENAM |
| A.1.1.1.1.8 | Effectuer des sorties pédagogiques des enseignants | Nombre de CT ayant bénéficié des sorties pédagogiques |  |  |  |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 5 000 | 5 000 | 10 000 | ENAM - PDDC/GIZ | ENAM |
| A.1.1.1.1.9 | Elaborer des modules de formation sur le genre, Changements climatiques, Migrations, Sécurité tranfrontalière, Transports et mobilité urbaine, LNOB. | Nombre de modules de formation élaborés |  |  |  |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 10 000 | 10 000 | 20 000 | ENAM - PDDC/GIZ - FICOD/KFW - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| A.1.1.1.1.10 | Elaborer des modules de formation en sécurité urbaine au profit des agents des polices municipales | Nombre de modules de formation |  | 1 | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 10 000 | 10 000 | 20 000 | Etat et partenaires | DCCPM |
| A.1.1.1.1.11 | Elaborer les plaquettes de cours au profit des stagiaires des polices municipales | Disponibilité des plaquettes de cours |  | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 10 000 |  | 10 000 | Etat et partenaires | DCCPM |
| A.1.1.1.1.12 | Identifier les besoins des CT | besoins identifiés |  |  |  |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 5 000 | 5 000 | 10 000 | budget ENAREF | ENAREF |
| A.1.1.1.1.13 | Adapter les programmes aux besoins des CT | nombre de programmes adaptés |  | 1 | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 10 000 | 10 000 | 20 000 | budget ENAREF | ENAREF |
| A.1.1.1.1.14 | Organiser un atelier d’échanges entre acteurs des Centres et Institutions de Formation (RéCIF-AD) pour la mise en œuvre d’une plateforme de formations à distance en vue d’améliorer la qualité de leur dispositif de formation | nombre d'atelier organisés | 1 |  |  |  |  |  | X | X | X |  |  |  |  |  |  | PR/GIZ | ENAM |
| A.1.1.1.1.15 | Organiser des missions de suivi post-formation des agents des CT formés à l'IRA-Est | Nombre d'agents des CT supervisés |  |  | 100 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 3 000 | 3 000 | 6 000 | ENAM - PDDC/GIZ - FICOD/KFW - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| **Action 1.1.1.2** | ***Formation initiale et mise à disposition des agents auprès des collectivités territoriales*** | | | | | | | | | | | ***52 563*** | ***52 563*** | ***0*** | ***171 563*** | ***124 000*** | ***348 126*** |  |  |
| A.1.1.1.2.1 | Assurer le cofinancement de la formation initiale des agents administratifs des CT | Nombre d'agents administratifs des CT formés | 100 | 100 | 100 |  |  |  | X | X | X | 48 063 | 48 063 |  | 148 063 | 100 000 | 296 126 | FICOD/KFW - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| A.1.1.1.2.2 | Organiser des universités d’été à l’IRA - EST | Nombre des universités d'été organisées |  | 1 | 1 | X |  |  |  | X | X |  |  |  | 7 000 | 7 000 | 14 000 | ENAM-PDDC | ENAM |
| A.1.1.1.2.3 | Organiser deux (02) grandes conférences sur la décentralisation au profit des élèves de l’ENAM | nombre de conferences organisées | 1 | 1 | 1 |  |  |  | X | X | X | 3 000 | 3 000 |  | 5 000 | 5 000 | 13 000 | ENAM-PDDC | ENAM |
| A.1.1.1.2.4 | Renforcer les capacités des enseignants de l’IRA en digitalisation de la formation | nombre d'enseignants formés |  | 20 | 20 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 5 000 | 5 000 | 10 000 | ENAM - PDDC/GIZ - FICOD/KFW - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| A.1.1.1.2.5 | Appuyer les communes dans le recrutement des polices municipales | Nombre de communes ayant bénéficiés de l'appui |  | 20 | 20 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 5 000 | 5 000 | 10 000 | Budget de l'Etat | DCCPM |
| A.1.1.1.2.6 | Superviser le déroulement des études des agents des CT | Nombre de supervision des études des agents des CT réalisées | 4 | 4 | 4 | X | X | X | X | X | X | 1 500 | 1 500 |  | 1 500 | 2 000 | 5 000 | FICOD/KFW - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| **Action 1.1.1.3** | ***Alphabétisation des acteurs locaux de la décentralisation*** | | | | | | | | | | | ***0*** |  |  | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **AXE2** | **Formation continue et renforcement de la gouvernance locale** | | | | | | | | | | | **3 694 578** | **3 548 730** | **145 848** | **3 381 821** | **3 865 656** | **10 942 055** |  |  |
| **OS2.1** | **Renforcer les compétences des acteurs étatiques et non étatiques en lien avec l’exercice de leurs rôles et attributions** | | | | | | | | | | | **3 694 578** | **3 548 730** | **145 848** | **3 381 821** | **3 865 656** | **10 942 055** |  |  |
| **EA 2.1.1** | **Les acteurs locaux de la décentralisation exercent efficacement leurs rôles et attributions** | | | | | | | | | | | **3 494 769** | **3 352 921** | **141 848** | **3 200 861** | **3 640 446** | **10 336 076** |  |  |
| **Action 2.1.1.1** | ***Elaboration des outils de gestion des affaires locales*** | | | | | | | | | | | ***826 470*** | ***778 970*** | ***47 500*** | ***165 673*** | ***133 173*** | ***1 125 316*** |  |  |
| A.2.1.1.1.1 | Capitaliser les bonnes pratiques en matière de DEL | Disponibilité du rapport |  | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 3 000 |  | 3 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.1.2 | Mettre à jour la base de données des communes | Nombre de communes et arrondissements dont les données ont été collectée | 370 | 370 | 370 | X | X | X | X | X | X | 2 500 | 2 500 |  | 2 500 | 2 500 | 7 500 | Union Européenne et autres PTF à rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.1.3 | Concevoir un mécanisme de suivi des performance de l'AMBF | Disponibilité du document |  | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 3 500 |  | 3 500 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.1.4 | Elaborer des plans d'aménagement forestier ( PAF) pour les CT | Nombre de plans élaborés | 10 | 5 | 5 |  | X | X | X | X | X | 541 500 | 541 500 |  |  |  | 541 500 | Projet d'appui à la gestion durable des ressources forestières (AGREF) | MEEVCC/DGEF |
| A.2.1.1.1.5 | Définir un schéma simplifié de gestion efficace des déchets solides dans dix (10) communes | Nombr de schemas définis | 3 | 3 | 4 |  | X | X | X | X | X | 36 500 | 3 000 | 33 500 | 58 673 | 58 673 | 153 846 | Etat | MEEVCC/DGPE |
| A.2.1.1.1.6 | Appuyer les CT à actualiser leurs PCD/PRD pour y intégrer l'E/DD | nombre de PRD et PCD revisé | 7 | 10 | 15 | X | X |  |  | X | X | 46 000 | 46 000 |  | 40 000 | 40 000 | 126 000 | AGREF | MEEVCC/SP-CNDD |
| A.2.1.1.1.7 | Elaborer un document sur les pouvoirs de police du Maire | Disponibilité du document |  |  | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 10 000 | 10 000 | Etat et partenaires | DCCPM |
| A.2.1.1.1.8 | Elaborer la stratégie nationale de l'emploi | disponibilité de la stratégie | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 40 000 | 30 000 | 10 000 |  |  | 40 000 | BIT pour 30 000 et budget Etat 10 000 | MJPEJ |
| A.2.1.1.1.9 | élaborer un guide pratique d'intervention du policier municipal | disponibilité du guide | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 1 638 | 1 638 |  |  |  | 1 638 | HANNS SEIDEL | DCCPM |
| A.2.1.1.1.10 | Elaborer et mettre à jour la carte éducative (monographie communale et provinciale | Nombre de cartes élaborées et mises à jour | 24 |  |  |  |  | X |  |  |  | 52 000 | 52 000 |  |  |  | 52 000 | buget Etat | MENAPLN/DGESS |
| A.2.1.1.1.11 | Actualiser l'outil de programmation pluriannuelle | Existence de l'outil de programmation | 1 |  |  |  | X |  |  |  |  | 10 000 | 10 000 |  |  |  | 10 000 | CAST | MENAPLN/DGESS |
| A.2.1.1.1.12 | Elaborer et suivre les plans d'actions des communes prioritaires | Nombre de PA élaborés et suivis | 81 |  |  |  | X |  | X |  |  | 20 000 | 20 000 |  |  |  | 20 000 | CAST | MENAPLN/DGESS |
| A.2.1.1.1.13 | mettre en œuvre les mécanismes conjoints de suivis de l'exécution des transferts des compétences et des ressources | nombre de rapports produits | 2 | 2 | 2 |  |  | X | X | X | X | 15 000 | 15 000 |  | 15 000 | 15 000 | 45 000 | CAST | MENAPLN/DGESS |
| A.2.1.1.1.14 | Valider le guide redditionnel | Guide validé | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 1 000 | 1 000 |  |  |  | 1 000 | PACT | DGCT |
| A.2.1.1.1.15 | Finaliser le document portant statut de l'élu local | disponibilité du document |  | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 10 000 |  | 10 000 | Etat/PTF | DGCT |
| A.2.1.1.1.16 | Editer le document portant statut de l'élu local | disponibilité du document |  | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 10 000 |  | 10 000 | Etat/PTF | DGCT |
| A.2.1.1.1.17 | Relire les decrets portant modalités de transfert des compétences et des ressources aux CT | Nombre de decrets rélus | 10 | 11 |  |  |  | X | X | X |  | 10 000 | 10 000 |  | 10 000 |  | 20 000 | PACT | DGCT |
| A.2.1.1.1.18 | Accompagner 2 regions de la zone d'intervention du DEPAC (Centre ouest et nord) dans l'élaboration de stratégie DelCOT | nombre de stratégies DelCOT disponibles | 2 |  |  | X | X | X | X |  |  | 32 000 | 32 000 |  |  |  | 32 000 | DEPAC | Coopération suisse (GAC) |
| A.2.1.1.1.19 | Capitaliser les bonnes pratiques en matière de décentralisation, administration du territoire et gestion des conflits | Disponibilité du document de capitalisation | 1 |  |  |  | X | X | X |  |  | 3 000 | 3 000 |  |  |  | 3 000 | Budget de l'Etat | DGESS/DSEC |
| A.2.1.1.1.20 | Editer la SNRC-AD | Nombre d'exemplaires édités | 1000 |  |  |  | X | X |  |  |  | 4 500 | 4 500 |  |  |  | 4 500 | PACT | DGESS/DSEC |
| A.2.1.1.1.21 | Editer le guide méthodologique de capitalisation et de mise à l'échelle des expériences et bonnes pratiques en matière de décentralisation | Nombre d'exemplaires édités | 400 |  |  |  | X | X | X |  |  | 2 550 | 2 550 |  |  |  | 2 550 | DEPAC | DGESS/DSEC |
| A.2.1.1.1.22 | Capitaliser l'approche gestion-entretien-maintenance (GEM) des ouvrages et infrastructures de DEPAC | Disponibilité du document de capitalisation | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  | 1 782 | 1 782 |  |  |  | 1 782 | DEPAC | DGESS/DSEC |
| A.2.1.1.1.23 | Capitaliser les bonnes pratiques en matière d'accompagnement des CT par les CCA et les STD | Disponibilité du document de capitalisation | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  | 500 | 500 |  |  |  | 500 | PDDC | DGESS/DSEC |
| A.2.1.1.1.24 | Organiser un atelier d'élaboration d'un guide simplifié d'utilisation du plan national de communication de soutien à la décentralisation | disponibilité du guide |  | 1 |  |  |  |  |  | x |  |  |  |  | 6 000 |  | 6 000 | à rechercher | SP/CONAD |
| A.2.1.1.1.25 | Editer des catalogues de diffusion des offres de formations certifiantes des acteurs de la décentralisation | nombre d'éditions | 1 | 1 | 1 |  |  |  |  | X | X | 2 000 | 2 000 |  | 3 000 | 3 000 | 8 000 | ENAM | ENAM |
| A.2.1.1.1.26 | Appuyer la production du raport annuel sur le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation | disponibilité du rapport | 1 | 1 | 1 |  |  |  | X | X | X | 4 000 |  | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 12 000 | à rechercher | DGESS/DSS |
| **Action 2.1.1.2** | ***Renforcement des capacités du personnel des collectivités territoriales*** | | | | | | | | | | | ***947 430*** | ***947 430*** | ***0*** | ***663 912*** | ***591 612*** | ***2 202 954*** |  |  |
| A.2.1.1.2.1 | Former les maires et secrétaires généraux des mairies sur les pouvoirs de police du maire | nombre de session de formation |  |  | 13 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 80 000 | 80 000 | Etat et partenaires | DCCPM |
| A.2.1.1.2.2 | Appuyer la formation des acteurs ( agents de Collectivités, officiers d'état civil, élus locaux) | Nombre de personnes formées jouant pleinement leurs rôles | X |  |  |  |  |  | X |  |  | 43 296 | 43 296 |  |  |  | 43 296 | Coopération suisse | Labo citoyenneté |
| A.2.1.1.2.3 | organiser des sessions de formation en légistique au profit des agents des conseils régionaux | nombre d'agents formés | 13 | 13 | 13 |  |  |  | X | X | X | 6 000 | 6 000 |  | 6 000 | 6 000 | 18 000 | budget ARBF et PTF | ARBF |
| A.2.1.1.2.4 | Former les chargés d'éducation des communes sur leurs roles et sur les textes portant transfert des ressources aux CT | nombre de chargés d'éducation formés | 30 |  |  |  |  | x |  |  |  | 12 000 | 12 000 |  |  |  | 12 000 | engagements nationaux | DENFA (Direction d'éducation non formelle et formation des adolescents/MENAPLN |
| A.2.1.1.2.5 | Former les agents (SG, comptables) et élus sur la gestion patrimoniale à travers la Gestion Entretien Maintenance (GEM) | nombre d' acteurs formés | 87 | ND | ND |  | T2 |  |  | X | X | 36 000 | 36 000 |  | 20 000 | 20 000 | 76 000 | DEPAC | Coopération suisse (GAC) |
| A.2.1.1.2.6 | Former des agents (SG, élus, OSC, etc.) sur la maitrise d'œuvre sociale (MOS) dans les collectivités territoriales partenaires du DEPAC | nombre d' acteurs formés | 58 | 58 | 58 |  | X |  |  |  |  | 20 000 | 20 000 |  | 20 000 |  | 40 000 | DEPAC | Coopération suisse (GAC) |
| A.2.1.1.2.7 | Renforcer les capacités des comptables des CT | nombre de comptables | 29 | ND |  |  | X |  |  |  |  | 20 000 | 20 000 |  | 15 000 |  | 35 000 | DEPAC | Coopération suisse (consortium GAC) |
| A.2.1.1.2.8 | Appuyer la formation des acteurs ( agents de Collectivités, officiers d'état civil, élus locaux) | nombre de CT appuyées | 29 |  |  |  |  | X | X |  |  | 43 296 | 43 296 |  |  |  | 43 296 | DEPAC | Coopération Suisse (LC) |
| A.2.1.1.2.9 | Mettre à la disposition de chacun des Conseils Régionaux de l'Est, du Centre-Ouest et du NORD un technicien supérieur en Genie Civil pour renforcer les capacités des services Infrastructures | nombre de techniciens affectés | 3 |  |  |  | X | X | X | X | X | 27 792 | 27 792 |  | 27 792 | 4 632 | 60 216 | DEPAC | Cooperation suisse (helvetas) |
| A.2.1.1.2.10 | Former les élus locaux et le personnel de l'administration locale sur les stratégies de mobilisation des ressources locales | Nombre d'élus locaux formés | 70 |  |  |  |  |  | X |  |  | 35 000 | 35 000 |  |  |  | 35 000 | PACT | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.2.11 | Organiser des voyages d'étude et d'échange dans la sous-région au profit du personnel administratif de l'AMBF | Nombre de membre du personnel administratif de l'AMBF ayant pris part au voyage d'étude |  | 5 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 6 000 |  | 6 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.2.12 | vulgariser les textes de la fonction publique territoriale au profit des fonctionnaires de collectivité territoriale | nombre d'agents formés | 388 | 200 | 100 |  |  | X |  | X | X | 30 000 | 30 000 |  | 16 000 |  | 46 000 | PACT pour 2020 et à rechercher pour 2021 et 2022 | DGFPT |
| A.2.1.1.2.13 | Organiser un cadre de concertation entre le MATDC, les SG et les GRH des CT sur la gestion des ressources humaines | nombre de rencontre | 2 |  | 1 |  |  |  | X |  | X | 20 000 | 20 000 |  |  | 7 000 | 27 000 | PACT pour 2020 budget Etat pour 2022 | DGFPT |
| A.2.1.1.2.14 | Vulgariser le guide simplifié de gestion des ressources humaines des collectivités territoriales | Nombre de gestionnaire de ressources humaines formé |  |  | 185 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 16 000 | 16 000 | A rechercher | DGFPT |
| A.2.1.1.2.15 | Assainir la carrière des agents des collectivités territoriales | nombre d'agent dont la carrière est assainie | 1300 | 650 | 650 |  |  | X | X | X | X | 20 000 | 20 000 |  | 10 000 | 10 000 | 40 000 | PACT en 2020 etbudget Etat pour 2021 et 2022 | DGFPT |
| A.2.1.1.2.16 | Organiser la conférence annuelle des commandants de police municipale | nombre de participants | 33 | 33 | 33 |  |  |  | X | X | X | 9 500 | 9 500 |  | 10 000 | 11 000 | 30 500 | Etat pour 2020 Etat et partenaires pour 2021 et 2022 | DCCPM |
| A.2.1.1.2.17 | Organiser des missions d'appui conseil aux polices municipales | Nombre de missions réalisées | 20 | 25 | 30 |  | X | X | X | X | X | 5 000 | 5 000 |  | 6 000 | 7 000 | 18 000 | Etat et partenaires | DCCPM |
| A.2.1.1.2.18 | Former les polices municipales en " police citoyenne et déontologie" | Nombre de policiers formés |  |  | 300 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 30 000 | 30 000 | Etat et partenaires | DCCPM |
| A.2.1.1.2.19 | Organiser des rencontres d'échanges d'expériences entre les points focaux de 34 communes sur le suivi de l'exécution des chantiers | Nombre de points focaux | 34 |  |  |  |  |  | X | X |  | 3 000 | 3 000 |  |  |  | 3 000 | FICOD/KFW | FICOD/KFW |
| A.2.1.1.2.20 | Renforcer les capacités des acteurs sur la gestion de l'état civil | proportion de centres principaux d’état civil dont les acteurs ont bénéficié d’un renforcement de capacité sur la gestion de l’état civil | 11,9 | 13,8 | 37,02 | X |  | X |  | 13,78 | 37,02 | 40 546 | 40 546 |  | 20 000 | 98 000 | 158 546 | ETAT, UNFPA et ses partenaires, UNICEF et HCR | DGMEC |
| A.2.1.1.2.21 | Organiser les sessions de formations | nombre de sessions |  | 2 | 3 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 5 000 | 7 000 | 12 000 | à rechercher | ENAREF |
| A.2.1.1.2.22 | Evaluer les sessions de formation | Rapport d'évaluation |  | 2 | 3 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 0 | 0 | 0 |  | ENAREF |
| A.2.1.1.2.23 | Appuyer la mise en place des SFR (transfert de ressources) | Nombre de Services Fonciers Ruraux (SFR) mis en place | 64 | 55 | 30 |  |  |  | X | X | X | 561 000 | 561 000 |  | 482 109 | 262 980 | 1 306 089 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.2.24 | Suivre la délivrance des actes fonciers dans les communes | Nombre de communes suivies |  | 125 | 200 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 20 000 | 32 000 | 52 000 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.2.25 | Renforcer les capacités des SFR | Nombre d'agents SFR formés | 90 |  | 90 |  |  |  | X |  |  | 15 000 | 15 000 |  |  |  | 15 000 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.2.26 | Mettre à la disposition des communes des cadres techniques pour l'exercice des compétences transférées | nombre de communes ayant des cadres techniques mise à disposition | 5 | 5 | 5 |  |  | X | X | X | X | 0 |  |  | 11 |  | 11 |  | MSL |
| A.2.1.1.2.27 | Apporter un appui conseil aux 45 communes chefs lieux de province dans l'exercice des compétences transférées | nombre de communes ayant beneficié de l'appui conseil | 45 | 45 | 45 | X | X | X | X | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | MSL |
| A.2.1.1.2.28 | Appuyer les CT dans la création des comités de gestions (COGES) des infrastructures sportives et de loisirs transférées | nombre de CT appuyées | 15 |  |  | X | X | X | X | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | MSL |
| **Action2.1.1.3** | ***Renforcement des capacités des élus et autres acteurs locaux de la décentralisation*** | | | | | | | | | | | **1 720 869** | **1 626 521** | **94 348** | ***2 371 276*** | ***2 915 661*** | ***7 007 806*** |  |  |
| A.2.1.1.3.1 | Organiser des ateliers d'échanges sur la prise en compte des questions sociales et environnementales dans la conception et la mise en œuvre des projets au profit des acteurs communaux du Centre-est | Nombre d'ateliers organisés | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 5 000 | 5 000 | 0 |  |  | 5 000 | FICOD/ Coopération allemande (KFW) | FICOD/KFW |
| A.2.1.1.3.2 | Organiser des ateliers d'échanges/coaching par commune sur la MOP (archivage des dossiers de projets, passation des marchés, suivi des chantiers , etc.) au profit des communes des régions de l’Est, du Sud-ouest et du Centre-est | Nombre d'atelier organisé | 34 |  |  |  |  | X | X |  |  | 9 000 | 9 000 | 0 |  |  | 9 000 | FICOD/ Coopération allemande (KFW) | FICOD/KFW |
| A.2.1.1.3.3 | Former les structures de gestion des infrastructures marchandes sur la gestion et l'entretien | Nombre de personnes formées | 50 | 30 |  |  |  |  | X | X |  | 11 000 | 11 000 | 0 | 7 500 |  | 18 500 | FICOD/ Coopération allemande (KFW) | FICOD/KFW |
| A.2.1.1.3.4 | Appuyer la mise en place des CFV et CCFV | Nombre de Commissions de Conciliation Foncières Villageoises (CCFV) et de CFV mises en place |  | 1560 | 1560 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 39 000 | 39 000 | 78 000 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.3.5 | Tenir les ateliers communaux de formation Sensibilisation sur la loi 034-2009 | Nombre de personnes formées sur le foncier rural | 200 | 7000 | 7000 |  |  |  | X | X | X | 10 000 | 10 000 | 0 | 105 000 | 105 000 | 220 000 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.3.6 | Tenir des rencontres régionales de concertation avec les acteurs du processus d'immatriculation | Nombre de rencontres régionales tenues | 13 |  |  |  |  |  | X |  |  | 30 000 | 30 000 | 0 |  |  | 30 000 | ETAT | PDOP/MAAH |
| A.2.1.1.3.7 | Appuyer la mise en place des commissions foncières villageoises | Nombre de commission foncière villageoise (CFV) mis en place | 75 |  |  |  |  |  | X |  |  | 25 510 | 25 510 | 0 |  |  | 25 510 | ETAT/FIDA | NEERTAMBA/MAAH |
| A.2.1.1.3.8 | Appuyer la mise en place des commissions foncières villageoises (gérer les conflits fonciers villageois) | Nombre d'ententes foncières | 54 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 0 |  |  |  | ETAT/FIDA | NEERTAMBA/MAAH |
| A.2.1.1.3.9 | Réaliser des sessions de formation au profit des commissions foncières villageoises (CCFV) | Nombre de sessions de formation de commission foncière villageoise (CCFV) | 75 | 75 |  |  |  |  | X | X |  | 30 000 | 30 000 | 0 | 30 000 |  | 60 000 | ETAT/FIDA | NEERTAMBA/MAAH |
| A.2.1.1.3.10 | Appuyer l’opérationnalisation et la pérennisation des structures locales de gestion foncière (SFR, CFV, CCFV) | nombre de session de formation des agents SFR réalisé | 5 | 2 |  |  |  |  | X | X |  | 55 000 | 55 000 | 0 | 25 000 |  | 80 000 | ETAT/AFD | PSAE/MAAH |
| A.2.1.1.3.11 | Appuyer l’opérationnalisation et la pérennisation des structures locales de gestion foncière (SFR, CFV, CCFV) | nombre de session de CORE/SFR réalisé | 2 | 2 |  |  |  |  | X | X |  | 25 000 | 25 000 | 0 | 25 000 |  | 50 000 | ETAT/AFD | PSAE/MAAH |
| A.2.1.1.3.12 | Organiser des ateliers d'appropriation des outils de gestion et de sécurisation foncière au profit des élus locaux | Nombre d'élus locaux ayant pris part aux ateliers |  | 175 |  |  |  |  |  | X |  |  |  | 0 | 20 000 |  | 20 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.13 | Former des membres du Bureau national en stratégie de communication et de plaidoyer | Nombre de membres du Bureau national ayant bénéficié de la formation | 30 |  |  | X |  |  |  |  |  | 3 500 |  | 3 500 |  |  | 3 500 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.14 | Organiser des missions d'appui conseil aux communes et aux secrétariats permanent AMBF | Nombre de communes et secrétariats permanents ayant bénéficiés de l'appui conseil | 30 | 30 | 30 | X | X | X | X | X | X | 3 000 | 3 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 9 000 | Union Européenne et à rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.15 | Réaliser et diffuser des émissions radio et télévision autour des missions dévolues aux communes | Nombre d'émissions radio et télévision réalisées et diffusées | 13 |  |  | X | X |  |  |  |  |  |  | 0 |  |  | 0 | Union Européenne | AMBF |
| A.2.1.1.3.16 | Accompagner les communes dans l'élaboration de plans stratégiques DEL et la mise en place de services y relatifs | Nombre de communes ayant bénéficiées de l'accompagnement pour l'élabration de plans stratégiques DEL et la mise en place de services y relatifs | 10 | 10 | 10 | X | X | X | X | X | X |  |  | 0 | 1 500 | 1 500 | 3 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.17 | Organiser les 17ème et 18ème éditions des journées de la commune burkinabè (JCB) | Nomdre d'édition de JCB organisées |  | 1 | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 85 000 | 85 000 | 170 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.18 | Appuyer les communes à l'organisation d'actions de sensibilisation sur le civisme fiscal | Nombre de communes ayanténéficié d'appui pour l'organisation d'actions de sensibilisatin sur le civisme fiscal |  | 25 | 25 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 2 500 | 2 500 | 5 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.19 | Organiser des rencontres d'échanges sur les problèmes sectoriels des communes | Nombre de rencontres d'échanges organisées |  | 3 | 3 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 3 000 | 3 000 | 6 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.20 | Organiser des sessions de formation et de sensibilisation sur la redevabilité au profit des élus locaux | Nombre d'élus locaux ayant été formés et sensibilisés sur la redevabilité |  | 200 | 170 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 20 000 | 15 000 | 35 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.21 | Appuyer l’organisation des journées de redevabilité dans les communes | Nombre de communes apuyées pour l'organisation de journées de redevabilité | 20 | 20 | 20 | X | X |  |  | X | X | 2 000 | 2 000 | 0 | 2 000 | 2 000 | 6 000 | Union Européenne et à rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.22 | Appuyer la tenue des cadres de concertation communaux | Nombre de de cadres de concertation communaux appuyé |  | 25 | 25 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 3 500 | 3 500 | 7 000 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.23 | Former des membres du Bureau national et du personnel de l'AMBF en management de groupe | Nombre de personnes formées |  | 30 |  |  |  |  |  | X |  |  |  | 0 | 3 500 |  | 3 500 | A rechercher | AMBF |
| A.2.1.1.3.24 | Appuyer financièrement l'organisation des journées de la commune Burkinabè | tenue effective de la journée |  | 1 | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 1 000 | 1 000 | 2 000 | FICOD/ Coopération allemande (KFW) | AMBF |
| A.2.1.1.3.25 | Organiser des ateliers régionaux de vulgarisation du guide d'exercice de la maitrise d'ouvrage publique par les collectivités territoriales | nombre d'ateliers organisés | 413 |  |  |  |  |  | X |  |  | 78 000 | 78 000 | 0 |  |  | 78 000 | PACT | DGCT |
| A.2.1.1.3.26 | Organiser des ateliers de formation des membres CTI-CTR, les élus locaux et les comptables des CT sur le nouveau régime financier et comptable des CT | nombre d'ateliers organisés |  | 871 |  |  |  |  |  | X |  |  |  | 0 | 120 000 |  | 120 000 | Etat et partenaires | DGCT |
| A.2.1.1.3.27 | Former les acteurs locaux (présidents des CT ) en leadership | Nombre de présidents de CT formés |  | 185 | 198 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 56 000 | 48 000 | 104 000 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.28 | Former les CT sur les financements internationaux | Nombre de CT formées |  | 370 |  |  |  |  |  | X |  |  |  | 0 | 104 000 |  | 104 000 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.29 | Organiser des ateliers régionaux de sensibilisation et d'information sur l'inter territorialité au profit des CT | Nombre d'ateliers organisés |  | 06 | 7 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 104 000 | 104 000 | 208 000 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.30 | Organiser des ateliers d’appropriation des outils et de la prise en compte de la Coop. Déc dans les PLD et PRD | Nombre d'ateliers organisés |  | 6 | 07 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 104 000 | 104 000 | 208 000 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.31 | Organiser 13 ateliers régionaux de partages d’expériences | Nombre d'ateliers organisés |  | 07 | 06 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 39 000 | 26 000 | 65 000 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.32 | vulgariser le guide sur les techniques de mobilisation de ressources extérieures dans 6 régions | nombre d'acteurs ayant bénéficié du guide |  | 732 | 270 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 36 515 | 36 000 | 72 515 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.33 | Sensibiliser et informer les CT sur la création et la gestion des espaces de conservation | Nombre de conseillers sensibilisés et informés | 500 | 500 | 500 |  | X | X | X | X | X | 23 000 | 23 000 | 0 | 25 000 | 25 000 | 73 000 | AGREF | MEEVCC/DGEF |
| A.2.1.1.3.34 | Appuyer les collectivités territoriales à la création et à la gestion des espaces de conservation | Nombre de CT appuyés | 25 | 25 | 25 |  | X | X | X | X | X | 80 000 | 80 000 | 0 |  |  | 80 000 | AGREF | MEEVCC/DGEF |
| A.2.1.1.3.35 | Sensibiliser et informer les CT sur le processus de transfert des compétences et des ressources dans le secteur forestier | Nombre de communes sensibilisées et informées | 40 | 40 |  |  |  |  | X | X |  | 40 000 | 19 947 | 20 053 | 40 000 |  | 80 000 | AGREF | MEEVCC/DDIAJ |
| A.2.1.1.3.36 | Former les acteurs (CT) sur la valorisation et le traitement de déchets (plastiques) | Nombre d'acteurs (CT) formés | 50 | 50 | 50 |  | X | X |  | X | X | 30 000 | 1 500 | 28 500 | 37 327 | 38 327 | 105 654 | Etat | MEEVCC/DGPE |
| A.2.1.1.3.37 | Sensibiliser les CT sur le traitement et la valorisation des déchets | Nombre de CT sensibilisées | 20 | 20 | 20 |  |  | X | X | X | X | 10 000 | 10 000 | 0 | 10 000 |  | 20 000 | Etat | MEEVCC/DGPE |
| A.2.1.1.3.38 | Informer et sensibiliser les acteurs (CT) sur la prise en compte de l'Environnement et Développement Durable (E/DD) et durabilité dans les PRD et PCD | nombre d'acteurs (CT) formé/sensibilisé | 450 | 500 | 600 | X | X | X | X | X | X | 24 000 | 24 000 | 0 | 25 000 | 30 000 | 79 000 | AGREF | MEEVCC/SP-CNDD |
| A.2.1.1.3.39 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT | Nombre d'élus locaux et autres acteurs de la décentralisation formés | 10 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 2 000 | 2 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 8 000 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.40 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et agents des collectivités territoriales en gestion des ressources humaines des CT | Nombre d'élus et d'agents des CT sont formés | 7 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 400 | 1 400 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 400 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.41 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management du développement local appliqué aux CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.42 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion du foncier rural et urbain des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 5 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 000 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.43 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management stratégique des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.44 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en techniques d'archivage | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.45 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion de l'état civil des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 5 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 250 | 1 250 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 750 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.46 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en maîtrise d'ouvrages publics des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 1 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 250 | 250 | 0 | 3 750 | 3 750 | 7 750 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.47 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en Contrôle citoyen de l’action publique | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 1 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 175 | 175 | 0 | 2 625 | 2 625 | 5 425 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.48 | Organiser des sessions de formation au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion axée sur les résultats | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 15 | 15 | 15 |  |  |  |  | X | X | 975 | 975 | 0 | 975 | 975 | 2 925 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.49 | Former les executifs des conseils des colectivités territoriales sur leurs rôles et attributions | nombre d'elus formés |  |  | 2600 |  |  |  |  |  | X |  |  | 0 |  | 1 000 000 | 1 000 000 |  | ENAM |
| A.2.1.1.3.50 | Diffuser les documents de bonnes pratiques et les modules de formation sur la décentralisation | nombre d'exemplaires de documents de bonnes pratiques diffusés | 1000 | 1000 | 1000 |  |  |  | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 1 000 | 1 000 | 3 000 |  | ENAM |
| A.2.1.1.3.51 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT | Nombre d'élus locaux et autres acteurs de la décentralisation formés | 10 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 2 000 | 2 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 8 000 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.52 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et agents des collectivités territoriales en gestion des ressources humaines des CT | Nombre d'élus et d'agents des CT sont formés | 7 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 400 | 1 400 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 400 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.53 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management du développement local appliqué aux CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.54 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion du foncier rural et urbain des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 5 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 000 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.55 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management stratégique des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.56 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en techniques d'archivage | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.57 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion de l'état civil des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 5 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 250 | 1 250 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 750 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.58 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en maîtrise d'ouvrages publics des CT | Nombre d'élus et autres acteurs formés | 1 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 250 | 250 | 0 | 3 750 | 3 750 | 7 750 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.59 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en Contrôle citoyen de l’action publique | Nombre d'élus et autres acteurs formés | 1 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 175 | 175 | 0 | 2 625 | 2 625 | 5 425 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.60 | Organiser des sessions de formation au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion axée sur les résultats | Nombre d'élus et autres acteurs formés | 15 | 25 | 25 |  |  |  |  | X | X | 975 | 975 | 0 | 1 625 | 1 625 | 4 225 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.61 | Accompagner le suivi post formation des participants aux formations continues des acteurs de la décentralisation | nombre de participants accompagnés | 29 | 50 | 50 |  |  | X |  | X | X | 1 500 | 1 500 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 500 | PDDC/GIZ - ENAM | ENAM |
| A.2.1.1.3.62 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT | Nombre d'élus locaux et autres acteurs de la décentralisation formés | 10 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 2 000 | 2 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 8 000 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.63 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et agents des collectivités territoriales en gestion des ressources humaines des CT | Nombre d'élus et d'agents des CT sont formés | 7 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 400 | 1 400 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 400 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.64 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management du développement local appliqué aux CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.65 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion du foncier rural et urbain des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 5 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 000 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.66 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en management stratégique des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.67 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en techniques d'archivage | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 4 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 500 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.68 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion de l'état civil des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 5 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 1 250 | 1 250 | 0 | 3 750 | 3 750 | 8 750 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.69 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en maîtrise d'ouvrages publics des CT | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 1 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 250 | 250 | 0 | 3 750 | 3 750 | 7 750 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.70 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en Contrôle citoyen de l’action publique | Nombre d'élus et autres acteurs sont formés | 1 | 15 | 15 |  |  |  | X | X | X | 175 | 175 | 0 | 2 625 | 2 625 | 5 425 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.71 | Former les executifs des conseils des colectivités territoriales sur leurs rôles et attributions | nombre d'elus formés |  |  | 2600 |  |  |  |  |  | X |  |  | 0 |  | 1 000 | 1 000 | à rechercher | ENAM |
| A.2.1.1.3.72 | Diffuser les documents de bonnes pratiques et les modules de formation sur la décentralisation | nombre d'exemplaires de documents de bonnes pratiques diffusés | 1000 | 1000 | 1000 |  |  |  |  |  |  | 1 000 |  | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 3 000 | à rechercher | ENAM |
| A.2.1.1.3.73 | Organiser des sessions de formation certifiantes au profit des élus locaux et les autres acteurs de la décentralisation en finances locales et mobilisation des ressources des CT | Nombre d'élus locaux et autres acteurs de la décentralisation formés | 10 | 15 | 15 |  |  | X | X | X | X | 2 000 | 2 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 8 000 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.74 | Organiser des sessions de formation au profit des élus et les autres acteurs de la décentralisation en gestion axée sur les résultats | Nombre d'élus et autres acteurs formés | 15 | 25 | 25 |  |  |  |  | X | X | 975 | 975 | 0 | 1 625 | 1 625 | 4 225 | PACT- CT | ENAM |
| A.2.1.1.3.75 | Accompagner le suivi post formation des participants aux formations continues des acteurs de la décentralisation | nombre de participants accompagnés | 29 | 50 | 50 |  |  | X |  | X | X | 1 500 | 1 500 | 0 | 3 000 | 3 000 | 7 500 | PDDC/GIZ - ENAM | ENAM |
| A.2.1.1.3.76 | Organiser des missions d'appui-conseil sur la gestion des ressources humaines des collectivités territoriales | nombre de CT ayant bénéficié de mission d'appui-conseil | 49 | 85 | 85 |  |  | X |  | X | X | 5 550 | 5 550 | 0 | 15 000 | 10 000 | 30 550 | Etat | DGFPT |
| A.2.1.1.3.77 | Organiser une journée de la fonction publique territoriale | copmte rendu de la journée | 1 | 1 | 1 |  |  |  | X | X | X | 10 000 | 10 000 | 0 | 10 000 | 10 000 | 30 000 | PACT POUR 2020 et à rechercher pour 2021 et 2022 | DGFPT |
| A.2.1.1.3.78 | Former les présidents de Collectivité et leurs collaborateurs impliqués sur les procédures d'élaboration et d'exécution des budgets locaux | Rapport de formation | 115 |  | 200 |  |  | X | X |  | X | 7 000 | 7 000 | 0 |  | 8 000 | 15 000 |  | ENAREF |
| A.2.1.1.3.79 | Former les présidents de Collectivité et leurs collaborateurs impliqués sur les procédures d'élaboration et d'exécution des marchés publics | Nombre d'acteurs formés |  | 115 | 200 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 18 000 | 20 700 | 38 700 | Banque mondiale | ENAREF |
| A.2.1.1.3.80 | Former les présidents de Collectivité sur la budgétisation sensible au genre et aux droits des enfants et des jeunes | Nombre d'acteurs formés |  | 115 | 200 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 18 000 | 20 700 | 38 700 | Banque mondiale | ENAREF |
| A.2.1.1.3.81 | Former les acteurs locaux ( associations, élus locaux, radios, etc) sur les thématique en lien avec la fourniture du service public et la gestion du bien public | nombre de sessions de formation organisées | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 2 945 | 2 945 | 0 |  |  | 2 945 | Solidar suisse | Labo citoyenneté |
| A.2.1.1.3.82 | Former 60 APE et COGES sur le processus de décentralisation et sur leurs rôles et attributions | Nombre d'acteurs formés | 60 |  |  |  |  |  | X |  |  | 4 500 | 4 500 | 0 |  |  | 4 500 | Banque mondiale | labo citoyenneté |
| A.2.1.1.3.83 | Organiser à l’intention des exécutifs locaux et représentants d’OSC 1 atelier inter- régional sur l’état des lieux des transferts de compétences dans les domaines de l’éducation, la santé, l’eau potable et l’assainissement et sur les mécanismes de dialogue et de concertation entre élus locaux et OSC sur les problématiques de services publics au niveau local | disponibilité du rapport de l'atelier | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 13 979 | 13 979 | 0 |  |  | 13 979 | UNICEF | Labo citoyenneté |
| A.2.1.1.3.84 | Former 90 élus des communes partenaires sur les processus de redevabilité et de dialogue multi-acteurs | nombre d'élus formés | 90 |  |  |  |  |  | X |  |  | 3 200 | 3 200 | 0 |  |  | 3 200 | Banque mondiale | Labo citoyenneté |
| A.2.1.1.3.85 | Organiser à l’intention des exécutifs locaux et représentants d’OSC 1 atelier inter-régional sur la mobilisation des ressources locales | disponibilité du rapport de l'atelier | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 7 651 | 7 651 | 0 |  |  | 7 651 | UNICEF | Labo citoyenneté |
| A.2.1.1.3.86 | Organiser une rencontre d'échanges avec les collectivités territoriales sur la budgétisation sensible aux droits de l'enfant | nombre de participants à la rencontre | 63 |  |  |  |  | X | X |  |  | 17 500 | 14 500 | 3 000 |  |  | 17 500 | GIZ (14 500 000) et Etat (3 000 000 | MFSNFAH |
| A.2.1.1.3.87 | Former des acteurs des démembrements du CONASUR, d'ONG, OSC et journalistes en prévention et gestion des catastrophes et des crises humanitaires | Nombre d'acteurs formés | 150 |  |  |  | X | X | X |  |  | 18 000 | 6 000 | 12 000 |  |  | 18 000 | Etat | MFSNAH |
| A.2.1.1.3.88 | Organiser des journées de concertation MENAPLN/ Collectivités territoriales (Régions, Communes) | Nombre de rencontres tenues | 2 | 2 | 2 |  |  | X |  |  |  | 85 000 | 85 000 | 0 |  |  | 85 000 | Etat et CAST (80 000 CAST et 5 000 Etat) | MENAPLN/DGESS |
| A.2.1.1.3.89 | Former les élus locaux sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de collectivité territoriale et de l'administration communale et régionale | Nombre d'élus locaux formés |  | ND | ND |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 300 000 | 200 000 | 500 000 | Etat/PTF | DGCT |
| A.2.1.1.3.90 | Organiser des missions d'appui conseil auprès des collectivités territoriales | Nombre de collectivités territoriales touchées | 45 | 45 | 50 |  | X | X | X | X | X | 4 500 | 4 500 | 0 | 4 500 | 20 000 | 29 000 | Etat | DGCT |
| A.2.1.1.3.91 | Former 900 membres des bureaux CFV/CCFV sur leur rôle | Nombre de personnes formées |  | 900 | 900 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 50 000 | 50 000 | 100 000 | Etat/PTF | DGCT |
| A.2.1.1.3.92 | Former 1000 femmes sur l'importance de l'Attestation de Possession Foncière | Nombre de femmes formées |  | 1000 | 1000 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 155 000 | 155 000 | 310 000 | Etat/PTF | DGCT |
| A.2.1.1.3.93 | Appuyer les communes pour le renouvellement des Conseils Villageois de Développement (CVD) | Nombre de communes touchées |  | 15 | 15 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 40 000 | 40 000 | 80 000 | A rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.94 | Former 900 membres des CFV/CCFV et CVD sur le contenu de la loi 034-2009 portant regime foncier rural | Nombre de personnes formées |  | 900 | 900 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 140 000 | 140 000 | 280 000 | A rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.95 | Former (1000) femmes sur leur droit foncier | Nombre de femmes formées |  | 1000 | 1000 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 30 000 | 30 000 | 60 000 | A rechercher | DCGT |
| A.2.1.1.3.96 | Former les membres des Conseils villageois de devéloppement (CVD) sur leurs attributions | Nombre de membres CVD formées |  | 300 | 300 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 52 000 | 52 000 | 104 000 | A rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.97 | Former les Maires et les agents domaniaux à la conduite des opérations de lotissement | Nombre de personnes formées | 50 | 50 | 50 |  |  | X |  | X | X | 15 000 | 15 000 | 0 | 15 000 | 15 000 | 45 000 | Etat | DGCT |
| A.2.1.1.3.98 | Former les collectivités territoriales à l’inventaire de leur patrimoine | Nombre de collectivités territoriales formées |  | 50 | 50 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 10 000 | 10 000 | 20 000 | A rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.99 | Former les maires et les agents domaniaux à la constitution progressive du domaine des collectivités territoriales | Nombre de personnes formées |  | 25 | 25 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 15 000 | 15 000 | 30 000 | A rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.100 | Vulgariser le guide redditionnel dans les 13 régions | nombre de régions |  | 6 | 7 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 20 000 | 30 000 | 50 000 | A rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.101 | Organiser des ateliers provinciaux de vulgarisation du document portant sur le statut de l'élu local | nombre de provinces touchées |  | 20 | 25 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 100 000 | 125 000 | 225 000 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.1.3.102 | Organiser un atelier d'appropriation du SUPERMUN | Nombre de cadres formés | 30 |  |  |  |  | X | X |  |  | 10 000 | 10 000 | 0 |  |  | 10 000 | PACT | DGCT |
| A.2.1.1.3.103 | Organiser la rencontre entre gouvernement et Présidents des CT | Nombre de rencontre | 1 | 1 | 1 |  |  | X |  | X | X | 100 000 | 100 000 | 0 | 100 000 | 100 000 | 300 000 | Etat 60 000 000 et PACT 40 000 000 | DGCT |
| A.2.1.1.3.104 | Former les membres des commission de Conciliation foncière villageoises et des commissions Foncières Villageoises sur leur rôle | Nombre de membres des CCFV et CFV formés | ND |  |  |  |  |  | X |  |  | 43 296 | 43 296 | 0 |  |  | 43 296 | DEPAC | Coopération Suisse (LC) |
| A.2.1.1.3.105 | Former les agents des CT (SG, élus, OSC, etc.) sur le processus de l'auto-évaluation des CT démandeuses | nombre d'agents des CT (SG, élus, OSC, etc.) capable d'auto-évaluer leurs collectivités | 30 | 30 |  | X | X | X | X | X |  | 30 000 | 30 000 | 0 | 20 000 |  | 50 000 | DEPAC | Coopération suisse (GAC) |
| A.2.1.1.3.106 | Appuyer la rédition des comptes des Collectivités territoriales (CT) | Nombre de CT qui rendent compte de leur gestion | 29 |  |  |  |  |  | x |  |  | 27 665 | 27 665 | 0 |  |  | 27 665 | DEPAC | Coopération Suisse (LC |
| A.2.1.1.3.107 | Organiser des ateliers de diffusion du guide méthodologique de capitalisation et de mise à l'échelle des expériences et bonnes pratiques en matière de décentralisation dans les régions du Nord, du centre-ouest et de l'Est | Nombre d'acteurs touchés | 210 |  |  |  |  | X | X |  |  | 11 456 | 11 456 | 0 |  |  | 11 456 | PDDC et DEPAC | DGESS/DSEC |
| A.2.1.1.3.108 | Organiser des ateliers d'appropriation avec les CT en vue d'une meilleure absorption des ressources transférées par l'Etat | Nombre d'ateliers organisés | **3** |  |  |  |  |  | X |  |  | 40 000 | 40 000 | 0 |  |  | 40 000 | PACT | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.3.109 | Editer et vulgariser le rapport global sur les finances locales | nombre d'exemplaires édités et vulgarisés | 150 |  |  |  |  | X | X |  |  | 10 000 | 10 000 | 0 |  |  | 10 000 | PACT | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.3.110 | Former et sensibiliser les CVD et les Conseillers municipaux sur le processus d'élaboration des PCD suivant l'approche basée sur les droits humains et la GAR | Nombre d'acteurs formés et sensibilisés | 1500 |  |  |  | X |  |  |  |  | 13 514 | 13 514 | 0 |  |  | 13 514 | UNICEF | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.3.111 | Elaborer le guide de suivi citoyen des chantiers au profit des CLP et des communautés à la base | disponibilité du guide | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  | 3 000 |  | 3 000 |  |  | 3 000 | Etat | FPDCT |
| A.2.1.1.3.112 | Elaborer le guide de gestion et d'entretien des infrastructures | disponibilité du guide | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  | 3 000 |  | 3 000 |  |  | 3 000 | Etat | FPDCT |
| A.2.1.1.3.113 | Organiser des ateliers d’informations et d’appropriation du plan national de communication de soutien à la décentralisation au profit des acteurs de la décentralisation | nombre d'ateliers d'information |  |  | 3 |  |  |  |  |  | X |  |  | 0 |  | 15 000 | 15 000 | à rechercher | SP/CONAD |
| A.2.1.1.3.114 | Organiser des sessions de formation au profit des élus des conseils régionaux sur leurs rôles, leurs attributions et le fonctionnement du conseil régional | nombre d'élus formés |  | 13 | 13 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 6 500 | 6 500 | 13 000 | budget ARBF et PTF | ARBF |
| A.2.1.1.3.115 | Appuyer l'organisation des acteurs des filières à la création des grappes d'entreprises | Nombre de grappes créées | 8 |  |  | X | X | X | X |  |  | 32 800 | 32 800 | 0 |  |  | 32 800 | PADEL/BOAD | ARBF |
| A.2.1.1.3.116 | Appuyer à la mise en activité des grappes créées à travers la conception et la mise en œuvre de projets collectifs | Nombre de grappes fonctionnelles | 8 |  |  | X | X | X | X |  |  | 119 988 | 119 988 | 0 |  |  | 119 988 | PADEL/BOAD | ARBF |
| A.2.1.1.3.117 | Former les clients du FAARF dans les 7 régions (nord, centre-nord, centre-est, centre-sud, boucle du Mouhoun, Sahel et l'Est) en éducation financière | Nombres de clients formés | 2893 |  |  | X | X | X | X |  |  | 74 000 | 74 000 | 0 |  |  | 74 000 | PADEL/BOAD | ARBF |
| A.2.1.1.3.118 | Former les acteurs communaux impliqués dans la mise en œuvre des projets sur le suivi de l'exécution des chantiers | Nombre de presonnes formées | 272 | 272 |  |  | X | X | X |  |  | 27 000 | 27 000 | 0 | 27 000 | 27 000 | 81 000 | FICOD/KFW | FICOD/KFW |
| A.2.1.1.3.119 | Appuyer financiérement les communes des régions de l'Est et du Sud-ouest non-couvertes par le PDDC pour leur participation au Cluster MOP | Nombre de communes appuyées | 29 |  |  |  |  | X | X |  |  | 5 500 | 5 500 | 0 |  |  | 5 500 | FICOD/KFW | FICOD/KFW |
| A.2.1.1.3.120 | Superviser de façon continue tous les centres d'état civil et de TD/TA | proportion de centres principaux d’état civil supervisés | 11,4 | 23,2 | 25,67 | X |  | X | X | X | X | 8 013 | 8 013 | 0 | 18 000 | 20 000 | 46 013 | ETAT et UNICEF | DGMEC |
| A.2.1.1.3.121 | Faire un plaidoyer auprès des conseillers municipaux pour la prise en compte des jeunes dans les sphères de prise de décision au niveau provincial | Nombre de conseillers municipaux touchés | 30 | 30 | 30 |  |  | X | X | X | X |  |  | 0 |  |  | 0 |  | MJPEJ |
| A.2.1.1.3.122 | Faire des plaidoyers auprès des présidents des conseils municipaux de la province du Seno pour la prise en compte des jeunes dans les sphères de prise de décision ; | Nombre de plaidoyers ménés | 6 | 6 | 6 |  |  |  | X | x | X | 50 | 50 | 0 | 50 | 50 | 150 | Etat | MJPEJ |
| A.2.1.1.3.123 | Faire des plaidoyers auprès des autorités communales pour la prise en charge des questions de jeunesse dans les PCD | Effectif des autorités communales touchés |  | 45 | 45 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 534 | 534 | 1 068 | Etat | MJPEJ |
| A.2.1.1.3.124 | Sensibiliser les acteurs locaux sur les différents modes de gestion des infrastructures et équipements communaux | nombre d'acteurs formés | 120 |  |  | X | X | X | X |  |  | 5 200 | 5 200 | 0 |  |  | 5 200 | ETAT | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.3.125 | Appuyer l'organisation des acteurs des filières à la création des grappes d'entreprises | Nombre de grappes créées | 8 |  |  | X | X | X | X |  |  | 32 800 | 32 800 | 0 |  |  | 32 800 | PADEL/BOAD | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.3.126 | Appuyer la mise en activité des grappes créées à travers la conception et la mise en œuvre de projets collectifs | Nombre de grappes fonctionnelles | 8 |  |  | X | X | X | X |  |  | 119 988 | 119 988 | 0 |  |  | 119 988 | PADEL/BOAD | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.3.127 | Former les clients du FAARF dans les 7 régions (nord, centre-nord, centre-est, centre-sud, boucle du Mouhoun, Sahel et l'Est) en éducation financière | Nombres de clients formés | 2893 |  |  | X | X | X | X |  |  | 74 000 | 74 000 | 0 |  |  | 74 000 | PADEL/BOAD | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.1.3.128 | Tenir les sessions du CT-SFR | Nombre de sessions du CT/SFR tenues | 1 | 2 | 2 |  |  |  | X | X | X | 1 505 | 1 505 | 0 | 5 000 | 5 000 | 11 505 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.3.129 | Appuyer les communes pour l'application de la loi portant régime foncier rural | Nombre de communes appuyées | 162 |  |  |  |  | X | X |  |  | 20 426 | 20 426 | 0 |  |  | 20 426 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.3.130 | Organiser des rencontres d'echange avec les maires des communes accompagnées par le PSFMR et autres projets | nombre de rencontres organisées | 2 |  |  |  |  |  | X |  |  | 6 000 | 6 000 | 0 |  |  | 6 000 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.1.3.131 | Mettre en œuvre le programme de renforcement des capacités des CT et des porteurs de projets | Nombre de Collectivités territoriales formées | 84 |  |  |  |  |  | X |  |  | 78 315 | 78 315 | 0 |  |  | 78 315 | ETAT/DANIDA | PCESA/MAAH |
| A.2.1.1.3.132 | Organiser des missions de diffusion des offres de formations certifiantes des acteurs de la décentralisation auprès des Collectivités territoriales | nombre de missions de diffusion organisées | 4 | 4 | 4 |  |  |  | X | X | X | 4 000 | 4 000 | 0 | 5 000 | 5 000 | 14 000 | ENAM | ENAM |
| A.2.1.1.3.133 | Assurer des sessions de formation des partenaires sur la maîtrise d’ouvrage local des projets d’investissement HIMO | nombre de sessions de formations assurées | 4 | 4 |  |  |  | X | X | X |  | 7 000 | 7 000 | 0 | 7 000 |  | 14 000 | DEPAC | Coopération Suisse (helvetas) |
| A.2.1.1.3.134 | Organiser (1/an/commune) une journée de dialogue élus locaux, OSC et services techniques | Disponibilité du rapport | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 60 073 | 60 073 | 0 |  |  | 60 073 | Unicef | Labo citoyenneté |
| A.2.1.1.3.135 | Appuyer le suivi de l'opérationnalisation du système d'information sur le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation | npmbre de régions suivies |  | 13 | 13 |  |  |  |  | X | X |  |  | 0 | 6 000 | 6 000 | 12 000 | à rechercher | DGESS/DSS |
| A.2.1.1.3.136 | Organiser des ateliers régionaux d'échanges avec les acteurs locaux du système d'information de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation sur leurs roles dans le processus de collecte | nombre de régions bénéficiaires | 13 |  |  |  |  | X | X |  |  | 26 295 | 6 000 | 20 295 |  |  | 26 295 | PDDC | DGESS/DSS |
| **EA 2.1.2** | **Les structures chargées de la coordination et de l'accompagnements des CT exercent efficecement leurs rôles et attributions** | | | | | | | | | | | **199 809** | **195 809** | **4 000** | **180 960** | **225 210** | **605 979** |  |  |
| **Action 2.1.2.1** | ***Renforcement des capacités des services techniques des structures centrales en charge de la tutelle technique et financière des CT*** | | | | | | | | | | | ***72 830*** | ***68 830*** | ***4 000*** | ***35 000*** | ***7 000*** | ***114 830*** |  |  |
| A.2.1.2.1.1 | Former les structures de gestion des infrastructures sociales sur la gestion et l'entretien | Nombre de presonnes formées | 230 | 233 |  |  |  | X | X | 233 |  | 11 830 | 11 830 |  | 14 000 |  | 25 830 | FICOD/KFW | FICOD/KFW |
| A.2.1.2.1.2 | Renforcer les capacités du SP/CONAD en ressources humaines | Nombre d'agents affecté au SP/CONAD |  | 3 | 5 | X | X | X | X | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | DRH/MATDC |
| A.2.1.2.1.3 | Renforcer les capacités de la DGCT en ressources humaines | Nombre d'agents affecté à la DGCT |  | 8 | 10 | X | X | X | X | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | DRH/MATDC |
| A.2.1.2.1.4 | Renforcer les capacités de la DGFPT en ressources humaines | Nombre d'agents affecté à la DGFPT |  | 4 | 5 | X | X | X | X | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | DRH/MATDC |
| A.2.1.2.1.5 | Renforcer les capacités de la DGESS en ressources humaines | Nombre d'agents affecté à la DGESS |  | 5 | 5 | X | X | X | X | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | DRH/MATDC |
| A.2.1.2.1.6 | Renforcer les capacités de la DCCPM en ressources humaines | Nombre d'agents affecté à la DCCPM |  | 3 | 5 | X | X | X | X | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | DRH/MATDC |
| A.2.1.2.1.7 | Former des cadres de la DGESS et des membres du comité de suivi du PDIO en suivi-évaluation de plans pluri-annuels | Nombre de cadres formés | 20 |  |  |  |  | X | X |  |  | 4 000 |  | 4 000 |  |  | 4 000 | PDDC | DGESS/DSEC |
| A.2.1.2.1.8 | Mettre à jour le site web et former les administrateurs à son utilisation | site web mis à jour | 1 |  |  |  |  |  | x |  |  | 5 000 | 5 000 |  |  |  | 5 000 | Budget de l'Etat | SP/CONAD |
| nombre d'administrateurs formés | 5 |  |  |  |  |  | X |  |  |
| A.2.1.2.1.9 | Former les acteurs en charge du pilotage, de la coordination de la décentralisation sur leur rôle dans la mise en œuvre des référentiels | Nombre d'acteurs en charge du pilotage, de la coordination de la décentralisation formés | 159 |  |  |  |  | X | X |  |  | 35 000 | 35 000 |  |  |  | 35 000 | PACT | SP/CONAD |
| A.2.1.2.1.10 | Former les acteurs du Suivi évaluation de la Coop. Déc en planification et suivi évaluation | Nombre d'acteurs formés |  | 15 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 8 000 |  | 8 000 | a rechercher | DGCT |
| A.2.1.2.1.11 | Organiser des formations en aménagement paysager au profit des agents du ministère (services déconcentrés) et des collectivités | Nombre d'acteurs formés | 30 | 30 | 30 |  |  | X | X | X | X | 7 000 | 7 000 |  | 7 000 | 7 000 | 21 000 | Etat | MEEVCC/DGPE |
| A.2.1.2.1.12 | Renforcer les capacités des agents de la Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF) | Nombre de cadres formés | 81 |  |  |  |  |  | X |  |  | 10 000 | 10 000 |  |  |  | 10 000 | CAST | MENAPLN/DGENF |
| A.2.1.2.1.13 | Former les cadres de la direction de la coopération décentralisée sur le module relatif aux financements internationaux | Nombre de cadres formés |  | 10 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 3 000 |  | 3 000 | Etat | DGCT |
| A.2.1.2.1.14 | Former des agents de la DGCT en suivi-évaluation | nombre d'agents formés |  | 30 |  |  |  |  |  | x |  |  |  |  | 3 000 |  | 3 000 | A rechercher | DGCT |
| Action 2.1.2.2 | ***Renforcement des capacités des services techniques déconcentrés (STD) de l'Etat*** | | | | | | | | | | | ***88 629*** | ***88 629*** | ***0*** | ***135 960*** | ***208 210*** | ***432 799*** |  |  |
| A.2.1.2.2.1 | Tenir la session du CONA-SFR | Nombre de session du CONA SFR tenue | 1 | 1 | 1 |  |  |  | X | X | X | 8 700 | 8 700 | 0 | 20 000 | 19 000 | 47 700 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.2.2.2 | Appuyer la tenue des CORE SFR | Nombre de session du CORE SFR tenues | 1 | 10 | 26 |  |  |  | X | X | X | 4 600 | 4 600 |  | 35 000 | 91 000 | 130 600 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.2.2.3 | Former les agents du cadastre et des domaines sur le foncier rural | Nombre d'agents du cadastre et des domaines formés |  | 130 | 130 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 8 960 | 8 960 | 17 920 | ETAT | PSRMR/MAAH |
| A.2.1.2.2.4 | Doter les Gouvernorats et les Hauts commissariats de personnel minimal nécessaire, en lien avec l’organigramme type | Nombre d' agents mis à disposition |  | 31 | 50 |  |  |  |  | X | X |  |  |  |  |  | 0 |  | DRH/MATDC |
| A.2.1.2.2.5 | Accompagner les gouvernorats de l'Est et du Nord sur les activités de renforcement de l'appui conseil des STD au CT | Nombre de gouvernorats accompagnés | 2 |  |  |  |  |  | X |  |  | 5 000 | 5 000 | 0 |  |  | 5 000 | DEPAC | Coopération suisse (GAC) |
| A.2.1.2.2.6 | Accompagner le renforcement des capacités des services techniques des CT et services techniques déconcentrés sur la méthode HIMO (Itinéraire technique, Passations de marchés, budgets programmes pistes HIMO) | nombre de services accompagnés dans les régions | 4 Régions | 4 Régions |  |  |  | X | X | X |  | 9 000 | 9 000 | 0 | 9 000 |  | 18 000 | DEPAC | Coopération Suisse (helvetas) |
| A.2.1.2.2.7 | Tenir des rencontres d'appropriation du dispositif général de portage , pilotage, coordination et mise en œuvre de la décentralisation | nombre de rencontres d'appropriation |  | 4 | 6 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 20 000 | 30 000 | 50 000 | à rechercher | SP/CONAD |
| A.2.1.2.2.8 | Former des acteurs des démembrements du CONASUR (CORESUR, COPROSUR, CODESUR ) sur l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) | Nombre d'acteurs des démembrements du CONASUR formés | 70 |  |  |  |  | X | X |  |  | 7 000 | 7 000 |  |  |  | 7 000 | PNUD | MFSNFAH |
| A.2.1.2.2.9 | Réaliser des sorties pour appuyer les démembrements du CONASUR (CORESUR, COPROSUR, CODESUR ) dans l’évaluation des catastrophes et crises humanitaires et l'assistance aux victimes | Nombre de sorties réalisées | 9 |  |  |  |  | X |  |  |  | 12 000 | 12 000 |  |  |  | 12 000 | Etat | MFSNFAH |
| A.2.1.2.2.10 | Former les démembrements du CONASUR (CORESUR, COPROSUR, CODESUR ) sur la prise en charge intégrée des migrants de retour | Nombre de participants | 75 |  |  |  |  |  | x |  |  | 7 500 | 7 500 |  |  |  | 7 500 | Etat | MFSNFAH |
| A.2.1.2.2.11 | Organiser des rencontres d'échanges avec les autorités administratives locales dans les 13 régions sur la carte sanitaire du Ministère de la santé | nombre de rencontres tenues |  | 2 | 9 |  |  |  |  | x | x |  |  |  | 5 000 | 21 000 | 26 000 | OMS | MS |
| A.2.1.2.2.12 | Former les représentants de l’Etat habilités (Gouverneur et haut-commissaire) et les SG de ces structures sur l'appui conseil et l’exercice du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales | Nombre de représentants de l'Etat habilités formés |  | 45 | 45 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 10 000 | 10 000 | 20 000 | PTF | DGAT |
| A.2.1.2.2.13 | Organiser un atelier de renforcement des capacités opérationnelles des Préfets et chefs de service de contrôle de la légalité | nombre de Préfets et de chefs de services dont les capacités ont été renforcées | 22 |  |  |  |  | X |  |  |  | 2 843 | 2 843 |  |  |  | 2 843 | Etat | DGAT |
| A.2.1.2.2.14 | Organiser des mission-d'appui conseils auprès des CCA dans six régions | nombre de régions touchées par la mission | 2 | 2 | 2 |  |  | X | X | X | X | 3 157 | 3 157 |  | 5 000 | 5 250 | 13 407 | Etat | DGAT |
| A.2.1.2.2.15 | Vulgariser le guide unique d’appui-conseil des CCA aux CT | nombre de CCA beneficiaires |  | 58 | 58 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 20 000 | 20 000 | 40 000 | PTF | DGAT |
| A.2.1.2.2.16 | Former les membres des comités techniques régionaux et provinciaux (STD de l'Etat) sur l'ABDH et la GAR ainsi que sur le processus d'élaboration des PCD de 20 communes des régions du Plateau Central, Centre-sud, Centre-est, Centre Est, Centre-Nord, Centre-Ouest | Nombre d'agents formés | 85 |  |  |  | X |  |  |  |  | 3 979 | 3 979 |  |  |  | 3 979 | UNICEF | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.2.2.17 | Former les membres des commissions ad hoc( CM, STD, ONG et Association)sur l'ABDH et la GAR ainsi que sur le processus d'élaboration des PCD de 20 communes des régions du Plateau Central, Centre-sud, Centre-est, Centre Est, Centre-Nord, Centre-Ouest | Nombre de membres | 500 |  |  |  | X |  |  |  |  | 24 850 | 24 850 |  |  |  | 24 850 | UNICEF | MINEFID/DGDT |
| A.2.1.2.2.18 | Tenir la session du CONA-SFR | rapport de formation |  | 1 | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 3 000 | 3 000 | 6 000 | à rechercher | DGESS/DSS |
| Action 2.1.2.3 | ***Renforcement des capacités des OSC et des médias locaux*** | | | | | | | | | | | ***38 350*** | ***38 350*** | ***0*** | ***10 000*** | ***10 000*** | ***58 350*** |  |  |
| A.2.1.2.3.1 | Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue). | nombre d'actions d'appui | 1 | 1 | 1 |  | X |  |  | X | X | 3 500 | 3 500 | 0 | 5 000 | 5 000 | 13 500 | PDDC/GIZ, ENAM, AUTRES | ENAM |
| A.2.1.2.3.2 | Organiser des émissions de sensibilisation dans les media radio et télé sur les missions de la police municipale | Nombre d'émissions réalisées |  | 2 | 2 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 5 000 | 5 000 | 10 000 | Etat et partenaires | DCCPM |
| A.2.1.2.3.3 | Former les réseaux d'OSC et des élus locaux sur la gestion communautaire de la sécurité et la cohésion sociale | nombre de sessions organisées | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 3 620 | 3 620 |  |  |  | 3 620 | Solidar suisse | Labo citoyenneté |
| A.2.1.2.3.4 | Atelier d'analyse et d'aide et à la definition d'une politique de gestion des risques au profit des réseaux, élus locaux et médis | nombre de sessions organisées | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 3 620 | 3 620 |  |  |  | 3 620 | Solidar suisse | Labo citoyenneté |
| A.2.1.2.3.5 | Former les réseaux d'OSC en lien avec les activités d'interpellation, de contrôle citoyen, de suivi | nombre de sessions organisées | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 3 110 | 3 110 |  |  |  | 3 110 | Solidar suisse | Labo citoyenneté |
| A.2.1.2.3.6 | Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue). | nombre de sessions organisées | 1 |  |  |  |  |  | X |  |  | 6 740 | 6 740 |  |  |  | 6 740 | UE | Labo citoyenneté |
| A.2.1.2.3.7 | Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue). | Nombre d'acteurs formés | 60 |  |  |  |  |  | X |  |  | 4 500 | 4 500 |  |  |  | 4 500 | Banque mondiale | Labo citoyenneté |
| A.2.1.2.3.8 | Appuyer la diffusion des 10 offres à travers les médias et autres canaux (l’édition de catalogue et supports, diffusion de spot publicitaire, couverture médiatique, rencontre de présentation sur les 10 d'offres de formation continue). | nombre de radios ayant bénéficié de l'appui | ND |  |  |  |  |  | x |  |  | 13 260 | 13 260 |  |  |  | 13 260 | Unicef | labo citoyenneté |
| **AXE3** | **Coordination et pilotage des actions de la stratégie** | | | | | | | | | | | **24 800** | **24 800** | **0** | **38 000** | **34 000** | **96 800** |  |  |
| **OS3.1** | **Assurer un meilleur pilotage de la SNRC-AD** | | | | | | | | | | | **24 800** | **24 800** | **0** | **38 000** | **34 000** | **96 800** |  |  |
| **EA 3.1.1** | **La mise en œuvre et le suivi-évaluation des actions de la SNRC-AD sont assurés** | | | | | | | | | | | **24 800** | **24 800** | **0** | **38 000** | **34 000** | **96 800** |  |  |
| **Action 3.1.1.1** | ***Appropriation de la SNRC-AD*** | | | | | | | | | | | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***4 000*** | ***0*** | ***4 000*** |  |  |
| A.3.1.1.1.1 | Organiser deux ateliers de diffusion de la SNRC-AD dans les régions de l'Est et au Sud-ouest | Nombre d'acteurs touchés |  | 140 |  |  |  |  |  | X |  |  |  |  | 4 000 |  | 4 000 | PDDC | DGESS/DSEC |
| **Action 3.1.1.2** | ***Mobilisation de ressources financières conséquentes*** | | | | | | | | | | | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***2 000*** | ***2 000*** | ***4 000*** |  |  |
| A.3.1.1.2.1 | Prendre en charge les frais de fonctionnement du comité de suivi-évaluation d la SNRC-AD | Existence d'une inscription budgétaire |  | 1 | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  |  | 2 000 | 2 000 | 4 000 | A rechercher | DGESS/DSEC |
| **Action 3.1.1.3** | ***Coordination ,suivi et évaluation de la SNRC-AD*** | | | | | | | | | | | ***24 800*** | ***24 800*** | ***0*** | ***32 000*** | ***32 000*** | ***88 800*** |  |  |
| A.3.1.1.3.1 | Evaluer la mise en œuvre de la tranche annuelle du plan d'action de la SNRC-AD | Disponibilité du rapport d’évaluation | 1 | 1 | 1 |  |  | X |  | X | X | 5 000 | 5 000 |  | 5 000 | 5 000 | 15 000 | PACT et autres PTF | DGESS/DSEC |
| A.3.1.1.3.2 | Actualiser le plan d'actions opérationnel de la SNRC-AD | Disponibilité du plan d’actions 2020-2022 | 1 |  |  |  |  | X |  | X | X | 7 000 | 7 000 |  | 7 000 | 7 000 | 21 000 | PACT | DGESS/DFP |
| A.3.1.1.3.3 | Finaliser l'acte portant création attributions et fonctionnement des organes de gestion de la SNRC-AD | Disponibilité de l'acte | 1 |  |  |  |  | X |  |  |  | 1 500 | 1 500 |  |  |  | 1 500 | PDDC/ENAM | DGCT |
| A.3.1.1.3.4 | Elaborer le dispositif de suivi-évaluation de la SNRC-AD | Disponibilté du dispositif | 1 |  |  |  |  | X | X |  |  | 1 800 | 1 800 |  |  |  | 1 800 | PDDC | DGESS/DSEC |
| A.3.1.1.3.5 | Tenir deux (02) sessions du Comité pédagogique de la SNRC-AD pour l’homologation des modules et l’accréditation des formateurs et opérateurs de formation | nombre de sessions tenues | 2 | 2 | 2 |  |  |  | X | X | X | 7 500 | 7 500 | 0 | 10 000 | 10 000 | 27 500 | ENAM - PDDC/GIZ | ENAM |
| A.3.1.1.3.6 | Tenir les rencontres statutaires du COPIL de la SNRC-AD | Nombre de rencontres |  | 2 | 2 |  |  |  |  | x | x |  |  |  | 5 000 | 5 000 | 10 000 | Etat | DGCT |
| A.3.1.1.3.7 | Appuyer le dispositif de formation de l'ENAM par une dotation en imprimantes, photocopieur, tableaux et valises zopp | Nombre d'imprimantes, de video projecteurs et photocopieur disponibles | 1 | 1 | 1 |  | X |  |  | X | X | 2 000 | 2 000 |  | 5 000 | 5 000 | 12 000 | PDDC/GIZ - ENAM - AUTRES PARTENAIRES | ENAM |
| **TOTAL GENERAL** | | | | | | | | | | | | **3 787 302** | **3 641 454** | **145 848** | **3 661 384** | **4 075 656** | **11 524 342** |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

1. S’il existe un IRA [↑](#footnote-ref-1)